

un des commissaires parmi les membres du Conseil législatif ou de l'Assemblée législative et de lui accorder l'indemnité fixée par cet article.

9. Les traitements des commissaires et des secrétaires et les dépenses qu'ils pourront encourir pour frais de voyage, impressions, papeterie et autres choses nécessaires à l'entier accomplissement de leurs devoirs en vertu de la présente loi, seront payés par mandats du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu. Paiement des traitements, des dépenses, etc.

10. Le procureur général est chargé de la mise à exécution de cette loi. Autorité du procureur général.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

CHEMINS A BARRIÈRES

57 VICTORIA, CHAPITRE 54

Acte amendant l'acte 20 Victoria, chapitre 125, intitulé :

“ Acte pour diviser la commission des chemins à barrières de Québec, en deux commissions distinctes, et établir d'autres dispositions à cet effet ”, et les différents actes l'amendant

[Sanctionnée le 8 janvier, 1894]

ATTENDU qu'il est expédient et juste que la commission des chemins à barrières de la rive sud soit placée sur un même pied que celle de la rive nord et participe aux avantages accordés à cette dernière par la loi 47 Victoria, chapitre 82 ; Préambule.

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. A dater du premier janvier mil huit cent quatre-vingt-seize, les syndics de la commission à barrières de la rive sud, à Québec, nommés en vertu de l'acte 20 Victoria, chapitre 125, et les actes l'amendant, seront remplacés par trois syndics nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et par quatre autres syndics élus en la manière ci-après décrite par les porteurs de bons ou obligations de ladite commission, pourvu, toutefois, que ces sept syndics soient domiciliés sur la rive sud et dans les limites du comté de Lévis. Composition du syndicat des chemins à barrières de la rive sud, à Québec.

Pouvoirs des syndics. **2.** Les syndics ainsi nommés et élus posséderont les mêmes pouvoirs, rempliront les mêmes devoirs et seront soumis aux mêmes pénalités que les syndics actuels, d'après les lois qui régissent la commission.

Leur élection. **3.** L'élection des syndics par les porteurs de bons ou obligations, comme susdit, se fera le second mardi du mois de janvier mil huit cent quatre-vingt-seize, et ainsi de deux ans en deux ans à la même date.

Assemblée pour cet objet. (a) L'assemblée pour cette élection aura lieu au bureau de la commission, à dix heures du matin, et sera présidée par le secrétaire de la commission ou par une autre personne choisie par les porteurs présents à l'assemblée.

Avis de l'assemblée. (b) Un avis de huit jours de cette assemblée sera donné par le secrétaire de la commission, dans un journal français et un journal anglais, publiés dans la cité de Québec ou la ville de Lévis.

Défaut d'assemblée au jour indiqué. (c) Si l'élection n'a pas lieu au jour indiqué dans l'avis, elle pourra avoir lieu à n'importe quel jour suivant, après un autre avis semblable.

Vote par procuration. (d) Les porteurs de bons ou obligations pourront voter par procuration, pourvu que la personne autorisée soit porteur des bons ou obligations sur lesquels elle désire voter.

Qualités pour être élu. **4.** Les personnes élues devront être porteurs *bona fide* de bons ou obligations comme susdit pour un montant de pas moins de trois cents piastres en principal, et ce, durant tout le temps de leur charge.

Composition du quorum des porteurs de bons. **5.** Le quorum des porteurs de bons ou obligations nécessaire pour cette élection, sera composé de porteurs de bons pour un montant total de pas moins de huit mille piastres en principal, et présents en personne ou représentés comme susdit.

Droit de vote. Chacun des porteurs de bons ou obligations aura un vote pour chaque cent piastres, en principal, des bons ou obligations qu'il possède, et aucune somme moindre de cent piastres ne donnera droit de voter.

Liste à fournir par les porteurs de bons qui veulent voter. **6.** Chaque porteur de bons ou obligations qui réclamera le droit de voter, devra produire, en même temps que les bons ou obligations sur lesquels il demande de voter, une liste de ces bons ou obligations qui indiquera en détail le nombre, la date, l'émission, le montant de chacun d'eux et le nombre de votes auxquels il prétend avoir droit, laquelle liste il devra signer.

Vérification de cette liste. **7.** Le secrétaire de la commission ou une autre personne choisie par l'assemblée à cette fin devra vérifier cette liste et

certifier, sous sa signature, le nombre de votes auquel a droit chaque porteur de bons ou obligations.

Cette liste sera annexée aux documents se rapportant à la votation et en formera partie ; elle sera, après l'élection, ainsi que celle que devra fournir chaque syndic élu, conservée dans les archives de la commission par son secrétaire.

8. Les quatre personnes qui recevront le plus grand nombre collectif de votes légaux, seront déclarées élues par le président de l'élection choisi par l'assemblée.

9. Les quatre syndics ainsi élus resteront en charge pour la période de temps mentionné dans cet acte, et pourront, à l'expiration du terme de leur charge, être élus de nouveau s'ils ont les qualifications requises par cet acte.

10. Les syndics choisiront entre eux leur président, et s'il survient une vacance parmi ceux qui ont été élus, soit par décès, démission ou autrement, ils rempliront cette vacance en choisissant le remplaçant parmi les porteurs de bons ou obligations possédant les qualifications requises. Ce remplaçant aura les mêmes pouvoirs que s'il avait été élu tel que ci-dessus prescrit, et demeurera en charge jusqu'à l'élection suivante.

11. Les syndics, élus ou remplacés en vertu des dispositions du présent acte, conserveront leurs pouvoirs jusqu'à ce que d'autres syndics aient été élus et soient entrés en fonctions conformément aux dispositions du présent acte.

12. Les syndics actuels resteront en charge jusqu'au premier janvier mil huit cent quatre-vingt-seize, alors que le présent acte prendra son plein effet.

Cependant, si d'ici au premier janvier mil huit cent quatre-vingt-seize il survenait une vacance parmi les syndics actuels qui sont porteurs d'obligations, par décès, résignation ou autrement, le ou les syndics à être nommés en remplacement devront être élus par les porteurs à une assemblée qui sera convoquée à cet effet par le secrétaire-trésorier, par avis public dans les journaux, et ladite élection devra être faite et tenue en la manière prescrite dans le présent acte autant que possible, et toutes les dispositions applicables à l'élection des syndics par les porteurs s'y appliqueront autant que faire se peut.

13. Toutes les dispositions incompatibles avec le présent acte sont abrogées.

14. Cet acte entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

3 EDOUARD VII, CHAPITRE 79

Loi amendant l'acte 20 Victoria, chapitre 125, intitulé :
 " Acte pour diviser la Commission des chemins à barrières de Québec en deux commissions distinctes, et établir d'autres dispositions à cet effet ", et les différents actes qui l'amendent

[Sanctionnée le 25 avril, 1903]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

- Pouvoir de nommer des membres additionnels en cas de refus de l'abonnement.** **1.** Si la commission des chemins à barrières de la rive sud à Québec refuse en aucun temps d'abonner, comme elle en avait l'habitude avant l'année 1902, les personnes qui se servent desdits chemins à barrières, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer immédiatement, s'il le juge à propos, deux personnes domiciliées sur la rive sud et dans les limites du comté de Lévis, comme membres de ladite commission, en sus des trois membres nommés par lui en vertu des dispositions de la loi 57 Victoria, chapitre 54, section 1, et, après ces nominations, ledit bureau devra se composer de neuf membres, dont cinq nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et quatre par les porteurs de bons ou obligations, tel que prévu à ladite loi.
- Pouvoirs des membres additionnels.** **2.** Les membres additionnels nommés en vertu de la section 1 de cette loi seront revêtus de tous les pouvoirs, et soumis à toutes les obligations des syndics actuellement en charge.
- Entrée en vigueur.** **3.** La présente loi entrera en vigueur le premier jour de juillet prochain.
-

58 VICTORIA, CHAPITRE 44

Loi amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulée :
 " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration de certains chemins dans le voisinage de la cité de Montréal, et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet ", et les divers actes et ordonnances qui l'amendent

[Sanctionnée le 12 janvier, 1895]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la
 Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. A dater du premier lundi du mois de mars prochain, Composition
 les syndics de la commission des chemins à barrières de du syndicat.
 Montréal, nommés en vertu de l'ordonnance du Bas Canada,
 3 Victoria, chapitre 17, seront remplacés par deux syndics
 nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et par trois
 autres syndics élus en la manière ci-après décrite par les por-
 teurs de bons ou obligations de ladite commission.

2. Les syndics ainsi nommés et élus posséderont les mêmes Pouvoirs des
 pouvoirs, rempliront les mêmes devoirs et seront sujets aux syndics.
 mêmes pénalités que les syndics actuels d'après les lois qui
 régissent la commission.

3. L'élection des syndics par les porteurs de bons ou obli- Leur
 gations se fera le second mardi du mois de février prochain, élection.
 et ainsi de deux ans en deux ans à la même date, et les syn-
 dics ainsi élus, qui seront susceptibles d'être réélus, conti-
 nueront d'être et resteront syndics, et jouiront de tous les
 pouvoirs de tels syndics, jusqu'à ce que d'autres syndics
 soient dûment élus en vertu des dispositions de cette loi et
 soient entrés en fonction.

4. Les syndics choisiront entre eux leur président ; et, s'il Président et
 survient une vacance dans le nombre de ceux qui ont été remplace-
 élus, soit par décès, démission ou autrement, les porteurs de ment des
 bons ou obligations convoqueront une assemblée dans le syndics.
 cours d'un mois suivant cette vacance, pour l'élection d'un
 syndic devant remplir cette vacance ; et le syndic ainsi élu
 jouira des mêmes pouvoirs, remplira les mêmes fonctions,
 sera sujet aux mêmes pénalités et restera en fonction pen-
 dant le même espace de temps que les autres syndics élus
 ainsi que ci-dessus.

5. Les assemblées pour cette élection auront lieu au bureau Assemblée
 de la commission, dans la cité de Montréal, à dix heures de pour l'élec-
 l'avant-midi. tion.

Avis de
l'assemblée.

2. Un avis de huit jours de cette assemblée sera donné par le secrétaire de la commission dans un journal français et un journal anglais publiés dans la cité de Montréal, et dans la *Gazette officielle de Québec*, et avis en sera envoyé par le secrétaire, par la malle, à tous les porteurs de bons ou obligations dont les noms lui sont connus.

Si l'élection
n'a pas lieu.

3. Si l'élection n'a pas lieu le jour indiqué dans l'avis, elle pourra avoir lieu tout jour subséquent, après un autre avis semblable.

Quorum de
l'assemblée.

6. Le quorum des porteurs de bons ou obligations pour cette élection sera composé de porteurs de bons ou obligations, pour un montant total de pas moins de cinquante mille piastres en principal des bons ou obligations de ladite commission, présents en personne ou représentés par procureurs.

Vote par
procuration.

Les porteurs de bons ou obligations pourront voter par procureurs, et chacun des porteurs de bons ou obligations aura un vote pour chaque cent piastres en principal des bons ou obligations qu'il possède, et aucune somme moindre de cent piastres ne donnera droit de voter.

Liste à four-
nir par les
porteurs de
bons qui
veulent
voter.

7. Tout porteur de bons ou obligations, ou son procureur, qui réclamera le droit de voter, devra produire, en même temps que les bons ou obligations sur lesquels il demande à voter, une liste de ces bons ou obligations, qui indiquera en détail le nombre, la date et le montant de chacun de ces bons ou obligations, et le nombre des votes auxquels il prétend avoir droit, laquelle liste il devra signer.

Vérification
de cette liste.

8. Le secrétaire de la commission ou, s'il est absent ou incapable d'agir, une personne choisie par l'assemblée à cette fin devra vérifier cette liste et certifier sous sa signature le nombres des votes auxquels a droit chaque porteur de bons ou obligations.

Dépôt
d'icelle.

Cette liste sera annexée aux documents ayant rapport à la votation et en fera partie, et, après l'élection, elle sera conservée dans les archives de la commission par son secrétaire.

Dispositions
abrogées et
entrées en
vigueur.

9. Cette loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction, et toutes dispositions y contraires sont abrogées.

59 VICTORIA, CHAPITRE 65

Loi autorisant les syndics des chemins à barrières de Montréal à racheter certaines obligations, et à émettre dans ce but une nouvelle série d'obligations

[Sanctionnée le 21 décembre, 1895]

ATTENDU que les syndics des chemins à barrières de Montréal ont, en vertu des lois suivantes, savoir : 3 Victoria, chapitre 31, 4 Victoria, chapitre 7, et 9 Victoria, chapitre 67, émis des obligations au montant de cent quatre-vingt-sept mille deux cents piastres, portant intérêt au taux de six pour cent par an payable semestriellement le cinquième jour de janvier et le cinquième jour de juillet chaque année, datées du premier septembre mil huit cent cinquante-trois, et devenues dues le premier septembre mil huit cent soixante-treize ;

Attendu que l'intérêt d'un certain nombre de ces obligations s'élevant à la somme de cent vingt mille piastres est dû et n'a pas été payé depuis le quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-un, et que l'intérêt sur le reste desdites obligations, savoir : sur soixante-sept mille deux cents piastres, est aussi dû et n'a pas été payé depuis le cinq juillet mil huit cent soixante et onze ;

Attendu que les revenus du syndicat ne sont pas suffisants pour permettre aux syndics de payer l'intérêt sur ladite somme au taux de six pour cent, et attendu qu'il est désirable que les syndics soient autorisés à s'entendre avec les porteurs desdites obligations pour le paiement des sommes dues sur icelles ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Les syndics des chemins à barrières sont autorisés à émettre une série d'obligations de pas plus de deux cents, chacune de mille piastres, formant en tout la somme de deux cent mille piastres, laquelle somme sera payable le premier jour de janvier mil neuf cent quinze et portera intérêt au taux de trois et demi pour cent par an, payable semestriellement le premier jour des mois de juillet et de janvier de chaque année, jusqu'à la date du rachat et paiement desdites obligations, lesdits paiements d'intérêt devant être démontrés au moyen de quarante coupons annexés à chacune desdites obligations, et numérotés consécutivement depuis un jusqu'à quarante ; lesdites obligations devant être datées du

Obligations
que peuvent
émettre
syndics.

Echéance et
conditions
d'icelles.

premier jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-quinze, et le premier de ces coupons devenant dû et payable le premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt quinze.

Privilège et
rang des
obligations.

2. Lesdites obligations constitueront et seront une première charge sur les péages, revenus et actif dudit syndicat, et tout l'intérêt dû de temps en temps sur icelles sera payé à même lesdits péages et revenus et constituera une première charge sur iceux, après paiement de tous frais nécessaires et déboursés relatifs à l'administration du syndicat, et à l'entretien des chemins.

Fonds qui
doivent être
employés à
payer les
obligations
et l'intérêt
sur icelles.

3. Lesdits syndics devront aussi employer tous les fonds qu'ils auront en main, le premier jour de janvier de chaque année, après paiement desdits frais et charges relatifs à l'administration du syndicat et à l'entretien des chemins, et, après paiement de l'intérêt sur les obligations susdites, à retirer, racheter et annuler autant desdites obligations que ces fonds le permettront, l'obligation ou les obligations ainsi retirées, rachetées ou annulées devant être tirées au sort, et les syndics ayant le droit de retirer, racheter et annuler ainsi ces obligations sans avis préalable aux porteurs d'icelles.

Forme des
obligations.

4. Lesdites obligations devront être suivant la formule de la cédule ci-jointe, et les syndics devront tenir à leur bureau un registre desdites obligations et des porteurs d'icelles.

Rachat des
obligations
actuelles
impayées.

5. Lesdits syndics sont autorisés, avec le consentement des porteurs d'obligations, à racheter et annuler les obligations impayées dudit syndicat, ainsi qu'exposé dans le préambule de cette loi, et à les remplacer par des obligations autorisées par la présente loi.

CÉDULE

Puissance du Canada, } \$1,000
 Province de Québec. }

No.....

LES SYNDICS DES CHEMINS A BARRIÈRES DE MONTRÉAL.

Les syndics des chemins à barrières de Montréal, nommés et agissant par et en vertu de l'ordonnance passée dans la troisième année du règne de Sa Majesté, chapitre 31, et ses amendements, promettent payer au porteur enregistré, et sur présentation de cette obligation, le premier jour de janvier mil neuf cent quinze, la somme de mille piastres, à la Banque de Montréal, dans la cité de Montréal, ainsi que les intérêts sur icelle depuis cette date, au taux de trois et demi pour cent par an, payable semestriellement le premier juillet et le premier janvier de chaque année, au porteur, et sur présentation des coupons respectifs d'intérêts ci-annexés.

2. La présente est une obligation de la série de deux cents obligations de mille piastres chacune, émises en vertu de la loi de la Législature de la province de Québec, 59 Victoria, chapitre 65, et est soumise à toutes les dispositions de ladite loi, et pourra être tirée, rappelée et rachetée avant ledit premier janvier mil neuf cent quinze, tel que pourvu par la loi en dernier lieu mentionnée.

Témoins, les signatures du président et du secrétaire du dit syndicat, sous le seau d'icelui, à Montréal, le premier jour de janvier, A. D. 1895.

Président

Secrétaire.

[L. S.]

FORMULE DU COUPON

Obligation No

Coupon No

Les syndics des chemins à barrières de Montréal paieront au porteur, à la banque de Montréal, à Montréal, dix-sept piastres et cinquante centins, le premier jour de juillet 1895, étant l'intérêt semestriel.

Secrétaire.

1 EDOUARD VII, CHAPITRE 40

Loi amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre 31, intitulée :
 “ Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins
 dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant,
 et pour établir un fonds pour cet objet ”, et les divers actes
 et ordonnances qui l'amendent

[Sanctionnée le 28 mars, 1901]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la
 Législature de Québec, décrète ce qui suit :

4-5 V., c. 35, s. 3, remplacée. **1.** La section III de la loi 4-5 Victoria, chapitre 35, amendant la loi 3 Victoria, chapitre 31, est remplacée par la suivante :

Taux de
péage men-
tionnés dans
la cédule
seront les
taux les plus
élevés qui
pourront être
perçus pour
distance
n'excédant
pas la lon-
gueur du
chemin du
haut de
Lachine.

“ Section III.—Et qu'il soit statué, qu'au lieu des taux de péage que les sections de l'ordonnance premièrement mentionnée, qui sont abrogées par la première section du présent acte, autorisent à percevoir aux différentes barrières de péage, qui sont construites ou pourront l'être sur ledit chemin non interrompu, aux diverses entrées qui conduisent à ou hors de la cité de Montréal, lesdits commissaires pourront demander, exiger et percevoir les différents taux de péage établis dans la cédule A annexée au présent acte, de toute et chaque personne qui passera sur aucune partie dudit chemin pour aucune distance n'excédant pas la longueur du chemin du haut de Lachine, depuis les limites ou bornes de ladite cité de Montréal jusqu'à l'autre extrémité dudit chemin, et ainsi en proportion pour aucune distance plus considérable sur ledit chemin non interrompu, ou sur telles partie ou parties qui pourront être déclarées, du consentement susdit, être un chemin distinct et séparé, ou des chemins distincts et séparés. lesquels taux de péage seront les plus élevés que lesdits commissaires pourront percevoir ”.

Application
de 7 V., c.
14, s. 1.

2. La section 1 de la loi 7 Victoria, chapitre 14, ne s'appliquera à l'avenir aux chemins sous le contrôle desdits syndics, qu'en autant que les bandes de roues dont on fera usage pour le transport des engrais auront au moins quatre pouces de largeur pour les voitures à deux roues, et trois pouces pour les voitures à quatre roues.

Toutes voitures dont les roues n'auront pas cette largeur, devront payer les péages ordinaires sur lesdits chemins.

Cette section n'entrera en vigueur que deux ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Entrée en
vigueur
de cette
section.

Entrée en
vigueur.

3. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CÉDULE A

COMMISSION DES CHEMINS A BARRIÈRES

Les taux suivants seront perçus à toute barrière pour aller et revenir entre minuit d'un jour et minuit du jour suivant, avec le même cheval ou les mêmes chevaux et la même voiture :

	LARGEUR DES ROUES			
	Au- dessous de 2½ pcs	2½ pcs et au- dessus	3 pcs et au- dessus	Divers
	cts	cts	cts	cts
1. Pour chaque carrosse ou autre voiture privée à 4 roues, tirée par deux chevaux.....	25	20	15	
Chaque cheval additionnel....				5
2. Pour chaque voiture privée, à 4 ou 2 roues, tirée par un cheval :				
2 sièges.....	15	10		
1 siège.....	10	7	5	
Chaque cheval additionnel....				5
3. Pour chaque wagon, chariot, charrette ou autre voiture pour la charge, à 4 roues et ne transportant pas d'effets à gages, tirée par deux che- vaux.....	20	15	10	
Chaque cheval additionnel....				5
4. Pour chaque wagon, chariot, charrette ou autre voiture pour la charge à 2 ou 4 roues, et ne transportant pas d'effets à gages, tirée par un cheval.	10	7	5	
5. Pour chaque voiture automo- bile, ou autre véhicule méca- nique, à l'exception des bicycles, en usage pour le transport des personnes seu- lement, à un siège pouvant contenir 2 personnes.....				10
6. Pour chaque telle voiture à deux sièges pouvant con- tenir 4 personnes.....				15

	LARGEUR DES ROUES			
	Au- dessous de 2½ pcs	2½ pcs et au- dessus	3 pcs et au- dessus	Divers
	cts	cts	cts	cts
7. Pour chaque telle voiture contenant plus de 4 personnes, pour chaque telle personne excédant 4.....				3
8. Pour chaque telle voiture employée au transport des marchandises, effets ou choses ne portant pas plus que la pesanteur d'une tonne de 2,000 lbs.....				10
9. Pour chaque telle voiture employée au transport des marchandises, effets ou choses d'une capacité supérieure à celle de la pesanteur d'une tonne de 2,000 lbs.....				15
Pour chaque telle tonne ou partie de tonne additionnelle de 2,000 lbs.....				5
10. Pour chaque traîneau, carriole, trainasse, berline ou autre voiture d'hiver, tirée par un ou deux chevaux.....				10
Chaque cheval additionnel....				5
11. Pour chaque cheval, jument, hongre ou mule, avec un cavalier.....				5
12. Pour chaque cheval, jument, hongre ou mule, âne, bœuf, vache, et autre pièce de bête à cornes, libres.....				2
13. Pour chaque mouton, agneau ou porc.....				1
14. Pour chaque voiture publique, diligence, coche, caravane, chariot, ou autre voiture publique à 4 roues pour le transport des voyageurs, tirée par 2 chevaux	40	30	20	

	LARGEUR DES ROUES			
	Au- dessous de	2 1/2 pcs et au- dessus	3 pcs et au- dessus	Divers
	2 1/2 pcs			
Chaque cheval additionnel....	cts	cts	cts	5
Chaque même voiture, tirée par un cheval.....	20	15	10	
15. Pour chaque cabriolet, calèche, dennet, charrette à ressorts ou autre voiture à 2 roues pour les voyageurs, tirée par un cheval.....	10	7	5	
Chaque cheval additionnel....				5
16. Pour chaque chariot, diable, charrette ou autre voiture à 4 roues, pour le transport des voyageurs ou d'effets à gages ou pour le charroyage de pierre, tirée par 2 chevaux..	20	15	10	
Chaque cheval additionnel....				5
17. Pour chaque charrette ou autre voiture à 2 roues, pour le transport des voyageurs ou d'effets à gages, ou le char- royage de pierre, tirée par 1 ou 2 chevaux.....	10	7	5	

55-56 VICTORIA, CHAPITRE 47

Loi permettant aux syndics des chemins à barrières de la rive sud, à Québec, d'émettre des débentures à un certain montant et pour certaines autres fins

[Sanctionnée le 24 juin, 1892]

ATTENDU que la somme empruntée par la commission *Préambule.*
à barrières de la rive sud, à Québec, en vertu de l'acte
20 Victoria, chapitre 125, est maintenant due et payable par
cette commission, et qu'il est expédient que telle commission
soit autorisée à émettre de nouvelles débentures, pour rache-
ter celles émises en vertu dudit acte, ainsi que les arrérages
d'intérêts dus sur icelles;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Emission de
débentures
pour un mon-
tant égal aux
débentures
actuelles,
autorisée.

1. Les syndics des chemins à barrières de la rive sud, à Québec, sont par le présent acte autorisés à émettre, sous la signature de leurs président et secrétaire et sous le sceau de la commission, des débentures avec coupons d'intérêts y annexés, pour un montant égal au capital et aux arrérages d'intérêts dus sur les débentures actuelles.

Rembourse-
ment et taux
de l'intérêt
de ces dé-
bentures.

2. Le capital de ces débentures sera remboursable par la commission dans trente ans de la date de leur émission, et l'intérêt sur telles débentures sera au taux de six pour cent par année, payable tous les six mois, au premier juin et au premier décembre de chaque année.

Signature
des dében-
tures et en-
droit de leur
rembourse-
ment.

3. Les coupons d'intérêts porteront la signature du secrétaire sur chacun d'eux et seront payables au porteur à leurs dates ou échéances respectives, à la Banque Nationale, dans la cité de Québec, ou à toute autre banque dûment indiquée par résolution des syndics.

Forme des
débentures et
des coupons.

Ces coupons d'intérêts et les débentures seront rédigés et faits en la manière prescrite par une résolution des syndics à cet effet.

Emploi des
débentures.

4. Les débentures autorisées par le présent acte seront employées comme suit, savoir :

Lesdites débentures seront réservées par résolution des syndics indiquant les numéros de telles débentures ainsi réservées, pour être employées au rachat des débentures de la commission de la rive sud, émises en vertu de l'acte 20 Victoria, chapitre 125, et des arrérages d'intérêts dus sur icelles.

Elles ne pourront être vendues, ni données en gage ni employées autrement que pour être données en échange pour les débentures de la commission émises en vertu de l'acte 20 Victoria précité.

Droits des
porteurs des
débentures
émises en
vertu de 20
V., c. 125.

5. Chaque porteur de débentures de la commission de la rive sud, émises en vertu de l'acte 20 Victoria précité, aura droit, sur remise de telles débentures au secrétaire-trésorier de la commission, de recevoir en échange, des débentures autorisées en vertu du présent acte pour un montant égal à ce qui lui pourra être dû en capital et intérêts sur les débentures ainsi remises.

Pouvoir des
tuteurs, cu-
rateurs et

6. Tout tuteur à des mineurs, curateur à une substitution, exécuteur ou administrateur à une succession ou héritier grevé de substitution, qui aura, en telle qualité, la possession,

la propriété ou la garde de débentures émises en vertu de l'acte 20 Victoria précité, est par le présent autorisé à les échanger pour les débentures émises en vertu du présent acte ; et les débentures ainsi acquises remplaceront les débentures émises en vertu de l'acte 20 Victoria précité, à toutes fins que de droit, et seront censées en tenir lieu.

des substitués à l'égard des débentures émises en vertu de la présente loi.

7. Le secrétaire-trésorier ne devra compléter les débentures réservées pour être employées à l'extinction des débentures émises en vertu de l'acte 20 Victoria précité, par l'aposition de sa signature et du sceau de la commission, que lorsqu'il aura reçu du porteur les débentures qui doivent être ainsi rachetées.

Quand ces débentures seront complétées et signées.

Les débentures émises en vertu de l'acte 20 Victoria précité, qui seront ainsi rachetées, devront être oblitérées ou annulées par le secrétaire-trésorier en présence du porteur de manière qu'elles ne puissent plus être mises en circulation.

Annulation des débentures rachetées.

8. Le capital, lorsqu'il deviendra dû, et les intérêts à venir dus sur les débentures émises en vertu des sections précédentes, seront payés à même les revenus, recettes et péages des chemins et travaux sous le contrôle des syndics.

Fonds à même lequel les débentures et l'intérêt sur ceux sont remboursables.

9. Les syndics devront, tous les six mois, déposer à la banque choisie par eux, par résolution, comme susdit, un montant suffisant pour rencontrer et racheter les coupons d'intérêts alors dus sur lesdites débentures.

Dépôt semi-annuel des sommes nécessaires au rachat des coupons d'intérêts.

10. Les porteurs de débentures en vertu du présent acte, conserveront tous les droits et privilèges attachés aux débentures émises en vertu de l'acte 20 Victoria, chapitre 125, comme s'ils en étaient encore les porteurs, sans novation.

Droits et privilèges des porteurs des débentures.

11. Toute loi ou partie de loi, incompatible avec les dispositions de la présente loi, est abrogée.

Abrogation des lois incompatibles.

12. La présente loi viendra en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

56 VICTORIA, CHAPITRE 48

Loi modifiant la loi relative aux taux des péages sur les chemins à barrières de la rive sud

[Sanctionnée le 27 février, 1893]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Cédule de 18
V., c. 160,
s. 3, rem.
placée.
Tarif.

1. La cédule de la section 3 de la loi 18 Victoria, chapitre 160, est remplacée par la suivante :

“ Pour chaque voiture ou véhicule à quatre roues tiré par un cheval ou autre animal.....	\$0 15
Pour chaque cheval additionnel ou autre animal.	05
Pour chaque voiture ou omnibus fait pour contenir au-dessus de six et non au-dessus de seize passagers en allouant un espace de dix-huit pouces pour chaque personne.....	50
Pour chaque voiture ou omnibus transportant au-dessus de seize passagers.....	66
Pour chaque gig, calèche, cab ou omnibus à deux roues, transportant moins de six passagers, tiré par un cheval ou autre animal.....	13
Pour chaque cheval ou animal additionnel.....	05
Pour chaque charrette à ressort, charrette ou autre voiture à deux roues, autres que celles ci-dessus mentionnées, tirées par un cheval ou autre animal.	10
Pour chaque cheval ou animal additionnel.....	05
Pour chaque sleigh, traîne, traîneau, berline ou autre voiture d'hiver tirée par un cheval ou autre animal.	10
Pour chaque cheval additionnel ou autre animal....	05
Pour chaque cheval, jument, cheval hongre, âne ou mule, avec son cavalier.....	06
Pour chaque cheval, jument, cheval hongre, âne, mule ou vache et toute autre bête à cornes.....	03
Pour chaque troupeau de vingt moutons, agneaux, cochons ou porceaux.....	16

NOTE.— Cette section a été amendée par la loi 7 Ed. VII, c. 53, s. 1.

18 V., c. 160,
s. 3, § 2,
amendé.

2. Le deuxième alinéa de la même section est modifié en remplaçant dans la sixième ligne, les mots : “ un demi-denier ” par les suivants : “ un centin ”.

Entrée en
vigueur.

3. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7 EDOUARD VII, CHAPITRE 53

Loi amendant de nouveau les lois concernant les taux de péage sur les chemins à barrières de la rive sud

[Sanctionnée le 14 mars, 1907]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. La cédule de la section 3 de la loi 18 Victoria, chapitre 18 V., c. 160, 160, telle que remplacée par la loi 56 Victoria, chapitre 48, s. 3, amendée section 1, est amendée en y ajoutant ce qui suit :

“ Pour chaque véhicule, étant un véhicule moteur au sens Véhicule-moteur. de la loi 6 Edouard VII, chapitre 13, trente centins payables moitié en allant et moitié en revenant. ”

2. La section 3 de la loi 23 Victoria, chapitre 69, est 23 V., c. 69, amendée en y ajoutant l'alinéa suivant : s. 3, amendée.

“ Cependant les syndics des chemins à barrières de la rive Commuabilité des taux de péage. sud auront le pouvoir de commuer les taux de péage aux barrières et aux ponts, conformément aux règlements qu'ils pourront adopter de temps à autre. ”

9 EDOUARD VII, CHAPITRE 9

Loi autorisant l'organisation de la Commission des chemins à barrières et des ponts de péage

[Sanctionnée le 29 mai, 1909]

ATTENDU que des chemins à barrières et des ponts Préambule. suets à péages existent dans plusieurs endroits de cette province et qu'il importe de rechercher les règles équitables qui doivent présider à leur abolition, tout en pourvoyant à l'entretien et à l'amélioration desdits chemins et ponts ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut instituer une Commission des chemins à barrières des chemins à barrières, etc. appelée “ la Commission des chemins à barrières et des ponts de péage ”.

Cette commission sera composée d'un commissaire et d'un secrétaire.

Ses fonctions. Elle sera chargée :

1. De rechercher les règles équitables qui doivent présider à l'abolition des chemins à barrières et des ponts sujets à péages dans cette province, à l'abrogation des statuts créant lesdits chemins et ponts, et à la liquidation des syndicats ou des compagnies qui les administrent, tout en pourvoyant à l'entretien et à l'amélioration desdits chemins et ponts ;

2. De faire toute suggestion qui serait de nature à conduire à l'adoption d'un système plus moderne pour l'entretien et l'amélioration des chemins et ponts actuellement sujets à péages ; et, plus particulièrement, —

3. De déterminer le mode le plus rationnel de remboursement, à qui de droit, des emprunts contractés par les propriétaires des ponts ou par les syndics ou les commissaires des chemins à barrières ou toute autre autorité légalement constituée administrant lesdits chemins à barrières ou ponts ;

4. De proposer des règles équitables en vertu desquelles lesdits chemins et ponts devraient être entretenus et améliorés à l'avenir.

Devoir de la commission.

2. Cette commission procédera, avec toute la diligence possible, à remplir les fins pour lesquelles elle est constituée.

Instructions du lt.-gouv. en conseil.

Dans les matières pour lesquelles il n'est pas prévu par cette loi, elle se guidera d'après les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil.

Rapport au lt.-gouv. en conseil.

3. La commission fera rapport au lieutenant-gouverneur en conseil de ses études ainsi que de ses recommandations et suggestions.

Indemnité du commissaire et du secrétaire.

4. Le commissaire et le secrétaire recevront chacun, pour leurs services, une indemnité fixée par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, laquelle ne pourra, cependant, excéder dix piastres par jour.

Paiement des traitements et dépenses.

5. Les traitements du commissaire et du secrétaire et les dépenses qu'ils pourront encourir pour frais de voyage, impressions, papeterie et autres choses nécessaires à l'entier accomplissement de leurs devoirs en vertu de la présente loi, seront payés par mandats du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Mise à exécution de cette loi.

6. Le ministre des travaux publics et du travail est chargé de la mise à exécution de cette loi.

Entrée en vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

INDEX DU COMPLÉMENT

DES

STATUTS REFONDUS, 1909

	PAGE
Abolition	
De la mort civile—loi concernant l'—.....	539
Abrogation	
Des lois de pêche antérieures au 25 février 1899—effet de l'—	579
Abus	
Préjudiciables à l'agriculture—loi concernant les—.....	104
Actions, bons	
Effet de l'abrogation de certaines lois relatives aux taxes sur les transferts d'—.....	103
Admission	
A la pratique de certains clercs arpenteurs.....	366
A la pratique de la médecine en certains cas—loi relative à l'—.....	363, 365
Au barreau de certains étudiants—loi concernant l'—....	361, 362
Au notariat de certains étudiants—loi relative à l'—.....	363
Affiches indécentes	
Loi prohibant les —dans les rues et places publiques	440
Agriculture	
Loi concernant les abus préjudiciables à l'—.....	104
Loi relative à certaines anciennes sociétés d'—.....	105
Sociétés d'— et d'horticulture de Montréal — dispositions y relatives.....	106, 107
Arbitrage	
Des comptes entre le Canada, Ontario et Québec.....	31

Archives

- Détruites de la Cour de magistrat dans le district de Saguenay
le 26 juillet 1907—dispositions applicables aux—..... 243
- Incendiées de la Cour de circuit et de la Cour de magistrat
dans et pour le comté de Missisquoi, le 24 mai 1873.... 243
- Voir Registres de l'état civil ; Enregistrement.

Argenteuil

- Validation de certains enregistrements dans le comté d'—... 584

Arpentage

- Allocation au syndicat financier de l'université Laval pour
aider à la fondation d'une chaire d'—..... 233

Arpenteurs

- Droits acquis de certains clercs—sauvegardés..... 366

Arthabaska

- Validation de certains enregistrements dans le canton Simpson
faits dans le bureau d'enregistrement du comté de Drum-
mond au lieu d'être faits dans le bureau d'enregistre-
ment d'—..... 585
- Validation de certains registres de l'état civil dans les paroisses
de Ste-Clothilde de Horton, de St-Aimé de Kingsey Falls
et de Ste-Anne du Sault, dans le district d'—..... 590

Asiles

- D'aliénés—contrat passé par le gouvernement et les petites
sœurs franciscaines de Marie relativement au maintien
des idiots à l'hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul—
ratifié. 351
- D'aliénés—lois concernant l'Hôpital protestant pour les alié-
nés..... 339-350
- De Beauport—contrat passé entre le gouvernement et les Sœurs
de la Charité de Québec, relativement à l'—..... 308
- De Beauport—contrat passé entre le gouvernement, la *Stan-*
dard Life Assurance Co., et les Sœurs de la Charité.. 285, 307
- De Beauport—loi relative au paiement du prix de vente de
l'— 291
- De la Longue-Pointe—lois concernant l'—..... 320-339
- De St-Ferdinand d'Halifax —contrat passé entre le gouverne-
ment et les Sœurs de la Charité de Québec relativement
à l'—..... 308

Asiles—Suite

- Du Bon Pasteur de Québec—validation d'un contrat passé
entre le gouvernement et l'— pour les enfants envoyés à
l'hospice Saint-Charles..... 250
St-Jean de Dieu—*Voir* Asile de la Longue-Pointe.

Authentication

- De certains documents et registres dans le département du ré-
gistrare..... 30

Avis

- Concernant les terres publiques—validation de certains—.. 577

Baie St-Paul

- Dans le comté de Charlevoix— validation d'un contrat passé
entre le gouvernement et les petites sœurs franciscaines
de Marie relativement au maintien des aliénés à l'Hospice
Ste-Anne de la—..... 351

Bais Israël

- Congrégation—autorisée à tenir des registres de l'état civil... 556

Barreau

- Loi concernant l'admission au— de certains étudiants... 361, 362

Beauce

- Correction des plans officiels et des livres de renvoi de certaines
parties du comté de—..... 582

Beauharnois

- Dispositions relatives au chef-lieu du district de—..... 10

Beauport

- Voir* Asile de Beauport.

Bellechasse

- Chef-lieu du comté de— certaines dispositions y relatives.... 13
Validation de certains enregistrements dans le comté de—... 585

Bellevue

- Vente des liqueurs enivrantes à Ste-Anne de—..... 80

Benaï Jacob

- Congrégation religieuse—autorisée à tenir les registres de
l'état civil..... 543

Berthier

- Juridiction de la Cour supérieure dans les comtés de Verchères
et de— causes pendantes 11

Beth David

- Congrégation des juifs roumains— autorisée à tenir les regis-
tres de l'état civil..... 547

Beth Hamedrash

- Haggodol Chevra Shaas—corporation autorisée à tenir les
registres de l'état civil..... 552

Beth Israël

- Congrégation—autorisée à tenir des registres de l'état civil.. 553

Beth Judah

- Congrégation—autorisée à tenir des registres de l'état civil.. 555

Biens des Jésuites

- Loi concernant le fonds de revenu et de placement d'éduca-
tion supérieure et amendant la loi 51-52 V., c. 13..... 119

Biens de succession

- Validation de certains actes de transports de—sujets à l'impôt
successoral..... 569-576

Bon-Pasteur de Montréal

- Validation d'un contrat passé entre le gouvernement et les
dames religieuses de Notre-Dame du—au sujet des en-
fants envoyées à leurs écoles de réforme et d'industrie.. 257

Bon-Pasteur de Québec

- Validation d'un contrat passé entre le gouvernement et l'asile
du—pour l'entretien des enfants envoyés à l'hospice Saint-
Charles..... 250

Boys' Farm and Training School

- Validation d'un contrat passé entre le gouvernement et "Tho. 261

Cadastre

- Dispositions de l'article 2175 du Code civil étendues à cer-
taines subdivisions du— 580

Canada

- Arbitrage des comptes entre le—Ontario et Québec..... 31

Chaire d'arpentage

- Allocation au syndicat financier de l'université Laval pour
aider à la fondation d'une—..... 233

Chef-lieu

- District de Bellechasse—loi transférant de Saint-Michel à
Saint-Raphaël le— dispositions relatives à ce transfert... 13
District de Beauharnois—dispositions y relatives..... 10

Chemin de fer

- De Québec, Montréal, Ottawa et Occidental—loi dégrevant
certains terrains vendus avec le—..... 462
Pacifique Canadien et du Nord—réclamations de la province
contre les compagnies de—..... 48
Québec, Montréal, Ottawa et Occidental—loi concernant l'em-
ploi du prix du—..... 51

Chemins à barrières

- Dans le voisinage de la cité de Montréal—dispositions rela-
tives aux—..... 612, 613, 615
Loi autorisant l'organisation d'une commission des—et des
ponts de péage 625
Sur la rive sud —dispositions y relatives..... 609, 612, 621, 624, 625

Chemins de fer

- Certains droits sauvegardés en ce qui concerne la loi 4 Ed.
VII, c. 35..... 462
Loi concernant le paiement d'une certaine somme formant
partie du subside accordé par la loi 49-50 V., c. 77... 55
Loi concernant les subventions de certains—..... 464-538
Subventionnés par le gouvernement, loi relative à la construc-
tion des—..... 494

Chevre Kadisha

- Congregation—of Montreal—autorisée à tenir les registres de
l'état civil..... 548

Chicoutimi

- Validation de certaines homologations d'actes de tutelle et de
curatelle faites par le greffier de la Cour de circuit du
comté de—..... 596

Clercs-arpenteurs

Droits acquis de certains—sauvegardés..... 366

Clôtures

Validation de—de certains inventaires en justice..... 607

Code de procédure civile

Lois relatives à la refonte et à la modification du—.... 603, 605

Code municipal

Loi autorisant la refonte, la revision et la modification du—. 608

Colonisation

Dispositions concernant la protection des colons ... 111, 115, 118

Colons

Protection des—dispositions concernant certains actes et transactions faites par les—..... 111, 115, 118

Commissaires

D'écoles catholiques et protestants— publicité des séances des— à Montréal..... 144

Commission

Des chemins à barrières et des ponts de péage— loi autorisant l'organisation d'une—..... 625

Des chemins à barrières— *Voir* Chemins à barrières.

Scolaire catholique pour la cité de Montréal et sa banlieue— loi autorisant l'organisation d'une commission chargée de voir à la possibilité de créer une—..... 150

Communauté

Loi 60 V., c. 52, n'a pas d'effet retroactif en ce qui concerne la continuation de—..... 598

Commutation

Dans les seigneuries de la couronne— fonds provenant de la—. 558

Compagnie d'exposition de Québec

Vente des liqueurs enivrantes par la—..... 85

	ART.	PAGE
Compagnies à fonds social		
Actes législatifs au sujet de la charte.....	4753	460
Honoraires à cette fin et certificat de paiement d'iceux.....	4753	460
Montant remboursé sur rejet du projet— délai.....	4753	460
Actionnaires, actions et versements.....	4721	452
Actionnaires possédant des actions au nom d'autrui.....	4733	455
Leur pouvoirs et responsabilités aux assemblées.....	4733	455
Vote de ces actionnaires sur telles actions.....	4735	455
Actionnaires possédant des actions comme garantie collatérale.....	4734	455
Leurs pouvoirs et responsabilités.....	4734	455
Conditions requises pour donner droit de vote aux actionnaires.....	4730	454
Convocation des assemblées des actionnaires	4721	452
Irresponsabilité des actionnaires possédant des actions pour autrui.....	4733	455
Irresponsabilité des actionnaires qui possè- dent des actions comme garantie colla- térale.....	4734	455
Responsabilité des actionnaires envers les créanciers de la compagnie jusqu'au paie- ment intégral de leurs actions non ver- sées.....	4731	454
Responsabilité des actionnaires limitée au montant qu'ils ont dans le capital-actions	4732	454
Actions dans la compagnie :—		
Achat d'actions d'autres compagnies à même le fonds social, prohibé.....	4747	458
Confiscation des actions pour défaut de paie- ment des versements	4728	454
Emission des actions pour représenter la valeur augmentée des propriétés, prohibée	4722 §4	452
Entrée des actions dans les livres de la com- pagnie.....	4738	456
Entrée des transferts d'actions.....	4738	456

	ART.	PAGE
Compagnies à fonds social—Suite		
Actions dans la compagnie—Suite		
Répartition des actions.....	4724	453
Règlements y relatifs.....	4717a	451
Subdivision des actions.....	4705a	446
Annulation... ..	4705b	447
Transfert des actions.....	4723	453
Conditions requises au transfert.....	4729	454
Effet du transfert.....	4740	457
Actions privilégiées :—		
Approbation des règlements à ce sujet...	4717a	451
Droits et obligations des porteurs d'icelles.	4717a	451
Entrée en vigueur des règlements à ce sujet.	4717a	451
Administration des affaires de la compagnie....	4712	448
Bureau de direction de la compagnie.....	4712	448
Composition du bureau.....	4712	448
Capital-actions de la compagnie.....	4722	452
Capital d'exploitation.....	4722 §2	452
Immeubles qui en peuvent faire partie....	4704b	445
Capitalisation des surplus de recettes.....	4722 §4	452
Mode de capitalisation, prohibé.....	4722 §5	452
Majoration du capital-actions.....	4722 §3	452
Montant du capital-actions.....	4722 §1	452
Charte—son octroi.....	4696 §§1 et 3	442, 443
Effet de l'octroi de la charte.....	4696 §2	443
Quand la charte devient nulle	4750	459
Citation de la loi.....	4694	442
Commencement des opérations.....	4704b	445
Compagnie portant le même nom qu'une autre— pouvoir du lieutenant-gouverneur de changer ce nom.....	4702	444
Contrats, etc., par la compagnie—obligatoires..	4746	458
Apposition du sceau de la compagnie sur iceux, non requise.....	4746	458
Directeurs.....	4712	448
Directeurs provisoires—theurs pouvoirs....	4712	448
Directeurs subséquents—theurs qualités....	4713	449
Election de ces directeurs.....	4714	449
Avis du lieu et de la date de l'é- lection	4715	449
Défaut d'élection.....	4716	449
Mode de voter.. ..	4715	449

Compagnies à fonds social—Suite

Directeurs—Suite

	ART.	PAGE
Pouvoirs généraux des directeurs....	4717, 4717a	450, 451
Président des directeurs.....	4715 §6	449
Qualités requises des directeurs.....	4713	449
Résidence des directeurs.....	4697 §f	443
Responsabilité solidaire des directeurs envers les serviteurs de la compagnie...	4720	451
Responsabilité des directeurs pour prêts d'argent aux actionnaires à même le fonds social de la compagnie.....	4719	451
Dividendes.....	4736	455
Déclaration des dividendes.....	4736	455
Mode de payer les dividendes.....	4736	455
Défaut de résolution passée à cette fin.	4736	455
Paiement des dividendes quand la compa- gnie est insolvable—pénalités.....	4737	455
Responsabilité des directeurs dans ce cas.....	4737	455
Mode de se décharger de cette responsabilité.....	4737	456
Responsabilité des directeurs au sujet des dividendes.....	4736	455
Fidéicommis—leur exécution.....	4745	458
Fonds social	4706	447
Augmentation d'icelui par règlements....	4706	447
Diminution du fonds social.....	4707	447
Approbation des règlements à ce sujet	4708	447
Lettres supplémentaires accordées dans ce cas—requête à cette fin.....	4709, 4710	448
Pouvoirs du secrétaire de la province les octroyant ...	4709 §3	448
Production du règlement avec la re- quête.....	4709 §2	448
Subdivision des actions.....	4705a	446
Annulation de telle subdivision, for- malités.....	4705b	447
Honoraires pour acte corporatif....	4753	460
Remboursements en certains cas.....	4753	460

	ART.	PAGE
Compagnies à fonds social—Suite		
Interprétation des mots suivants :—		
“ Actionnaire ”.....	4695 §6	442
“ Biens-fonds ”.....	4695 §5	442
“ La compagnie ”.....	4695 §3	442
“ L’entreprise ”.....	4695 §4	442
“ Lettres patentes ”.....	4695 §1	442
“ Lettres patentes supplémentaires”.....	4695 §2	442
Lettres patentes pour charte.....	4696, 4697	442, 443
Avis par secrétaire de la province, de l’émission d’icelles	4704	444
Conditions préalables à l’octroi.....	4699	443
Contenu des lettres patentes	4700	444
Correction des lettres patentes.....	4704c	445
Avis de telle correction.....	4704c	445
Effet de telle correction....	4704c	445
Demande de lettres patentes.....	4697	443
Avis de la demande,et publication d’icelui	4696	443
Requête au lieutenant gouverneur, accompagnant la demande.....	4697	443
Contenu de la requête.....	4697, 4698	443
Prise en considération de la requête et preuve à son appui.....	4699	443
Pouvoir du lieutenant-gouverneur, de changer le nom demandé par la compagnie.....	4701	444
Pouvoirs du secrétaire de la province, dans ce cas.....	4699	444
Tarif des honoraires pour lettres patentes—mode de le fixer.	4752	459
Valeur des lettres patentes comme preuve en justice.....	4749	459
Lettres patentes supplémentaires.....	4709	448
Pouvoir du lieutenant-gouverneur de les accorder dans le cas de changement de nom, pour éviter la confusion avec le nom d’une autre compagnie.	4702, 4710	444, 448
Pouvoir du lieutenant-gouverneur de changer le nom lorsque le but de la compagnie n’est pas inavouable.....	4703	444
Avis de l’émission de ces lettres patentes..	4704	444

	ART.	PAGE
Compagnies à fonds social—Suite		
Lettres patentes supplémentaires—Suite		
Pouvoir du lieutenant-gouverneur d'octroyer ces lettres patentes sur règlements faits par la compagnie pour changer son fond social.	4709	448
Pouvoirs additionnels.....	4704a	445
Avis requis.....	4704a	445
Procédures à cette fin.....	4709, 4710	448
Livres tenus par la compagnie.....	4738	456
Défaut de les tenir.....	4744	457
Entrées qui y sont faites et leur effet.	4738, 4739, 4744, 456,	457
Exhibition des livres au public.....	4741	457
Extraits des livres.....	4741	457
Fausses entrées dans les....	4743	457
Valeurs des livres comme preuve en justice	4742	457
Octroi de la charte—effet d'icelui....	4696	442
Poursuites.....	4748	458
Déclaration dans les poursuites et mention qu'il suffit d'y faire.....	4749	459
Signification des actions.....	4748	458
Pouvoirs corporatifs de la compagnie.....	4705	446
Emission de billets pour certaines fins....	4705	446
Emission d'obligations.....	4705	446
Règlements :—		
Amendements.....	4717	450
Confirmation.....	4717	450
Publication.....	4717	450
Valeur comme preuve en justice.....	4718	451
Requête pour lettres patentes :—		
Ce qu'elle doit contenir.....	4697	443
Subdivision des actions.....	4705a	446
Approbation requise pour son annulaion..	4705b	447
Versements.....	4725	453
Appel des versements.....	4725	453
Déclaration de tels versements.....	4704b	445
Effet du défaut de les faire.....	4725	453
Intérêt sur iceux.....	4725	453
Montant des versements.....	4726	453
Recouvrement des versements.	4727	453
Requis avant de commencer les opérations.	4704b	445

Compagnies commerciales

- Effet de l'abrogation de certaines lois relatives aux taxes sur les—..... 102

Compagnies

- De chemin de fer—*Voir* Chemin de fer.—Chemins de fer.
Du chemin de fer du Pacifique Canadien et du chemin de fer du Nord—réclamations du gouvernement contre les— 48

Comptes

- Arbitrés entre le Canada et les provinces de Québec et d'Ontario..... 31

Comté

- De Bellechasse, chef-lieu du—dispositions y relatives..... 13
De Labelle—division d'enregistrement du—.....14, 15
De Nicolet—certaines dispositions relatives à la division du —pour les fins d'enregistrement..... 16
De Pontiac—certaines dispositions relatives à la division du —pour les fins municipales et d'enregistrement..... 18
De Témiscouata—bureau d'enregistrement du—transféré à Fraserville..... 19
DeWright—dispositions relatives à l'enregistrement dans le—14, 15
De Wright—incendie du bureau d'enregistrement à Hull...21, 26
D'Ottawa—certaines dispositions relatives à l'enregistrement dans le—.....14, 15
Du Lac Mégantic—lots détachés de certains comtés pour former le—certaines dispositions y relatives..... 12

Comtés

- De Richmond et de Wolfe—restent soumis à l'acte d'Union.. 9
De Verchères et de Berthier—jurisdiction de la Cour supérieure dans les causes pendantes..... 11

Congrégation des filles de Jésus

- Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et la—au sujet des écoles de réforme et d'industrie à la Pointe-aux-Esquimaux..... 267

Confirmation

Voir Validation.

Conflagration

- Du 22 juin 1908 à Trois-Rivières—garantie d'un certain emprunt à cet effet par le gouvernement..... 54

Construction

- Des chemins de fer subventionnés par le gouvernement—loi relative à la—..... 194

Continuation

- De communauté—loi 60 V., c. 52, n'a pas d'effet retroactif... 598

Contrat

- Passé entre le gouvernement et la congrégation des filles de Jésus relativement aux enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux—loi concernant le—..... 267
- Passé entre le gouvernement et l'asile du Bon Pasteur de Québec—pour l'entretien des enfants envoyés à l'hospice Saint-Charles—validation d'un—..... 250
- Passé entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur de Montréal au sujet des enfants envoyées à leurs écoles de réforme et d'industrie—validation d'un—... 257
- Passé entre le gouvernement et les Frères de St-Vincent de Paul de Montréal au sujet d'une école de réforme—validation du—..... 245
- Passé entre le gouvernement et les missionnaires de la compagnie de Marie relativement à l'école d'industrie de Notre-Dame de Montfort 273
- Passé entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité de Québec relativement aux asiles de Beauport et de St-Ferdinand d'Halifax... 308
- Passé entre le gouvernement et les Sœurs de la Providence relativement à l'asile de la Longue-Pointe..... 320-339
- Passé entre le gouvernement et l'hospice St-Joseph de la Délivrance relativement aux écoles de réforme et d'industrie, à Lévis..... 279
- Passé entre le gouvernement et l'institut des Petites sœurs Franciscaines de Marie relativement au maintien des aliénés à l'hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul, dans le comté de Charlevoix..... 351
- Passé entre le gouvernement et *The Boys' Farm and Training School*—validation d'un—..... 261
- Passé entre le gouvernement, la *Standard Life Assurance Company* et les Sœurs de la Charité de Québec, relativement à l'asile de Beauport.....285, 307

	ART.	PAGE
Conversion		
De la dette publique—lois concernant la—.	32, 36, 37, 40, 42, 44, 45	
En argent des subventions en terre accordées à certaines compagnies de chemin de fer.....	464 et suiv.	
Corporations de ville		
Amendes :—		
A qui appartiennent les amendes.....	4589	436
Dépens contre plaignant débouté de sa plainte.....	4591	436
Emprisonnement à défaut de payer les amendes....	4590	436
Poursuites en recouvrement des amendes..	4585	435
Prescription des poursuites	4586	435
Preuve dans les poursuites.....	4588	435
Qui peut poursuivre.....	4587	435
Recouvrement des amendes.....	4584	435
Règlements du conseil au sujet des amendes	4560	430
Tribunal de juridiction compétente.....	4584	435
Application de la loi et incorporation d'icelle dans la charte.....	4178, 4179	367
Auditeurs des comptes :—		
Durée de leurs fonctions.....	4351	396
Entrée en vigueur de leurs fonctions.	4351	396
Examen des comptes et rapports qu'ils doivent faire.....	4352	397
Leur nomination.....	4309	389
Leurs devoirs.....	4352	397
Leurs qualités.....	4351	397
Avis municipaux :—		
Avis de nomination d'agents par propriétaires de terrains, domiciliés en dehors de la municipalité.....	4361	398
Défaut de ces propriétaires d'en nommer ou de donner leur adresse....	4363	398
Signification de l'avis.....	4364	398
Avis irréguliers auxquels il y a eu acquiescement.....	4372	400
Avis publics :—		
A l'égard des absents	4371	400
Attestation des copies d'iceux.....	4358	398

	ART.	PAGE
Corporations de ville — Suite		
Avis municipaux — Suite		
Avis publics — Suite		
Certificat de publication des avis	4359	398
Computation des délais	4370	399
Dépôt des avis et des certificats de publi-		
cation	4359	398
Mode de publication des avis	4357, 4367	397, 399
Publication par la voix des jour-		
naux	4368, 4369	399
Avis spéciaux : —		
A l'absent qui n'a pas d'agent	4362	398
A l'agent nommé par l'absent	4362	398
Attestation des copies d'iceux	4358	398
Certificat de signification et de pu-		
blication	4359	398
Computation des délais	4366	399
Dépôt de l'avis et du certificat	4359	398
Heures de signification	4364	398
Mode de signification	4356, 4357, 4360	397, 398
Mode de signification si les portes du		
domicile sont fermées	4365	399
Bureau des reviseurs : —		
Instruction des plaintes contre le rôle d'éva-		
luation devant le bureau	4519	422
Plaintes devant le bureau	4519	422
Mode de les faire	4519	422
Pouvoirs du bureau de faire les corrections		
nécessaires au rôle	4519, 4520	422, 423
Reviseurs	4518	422
Par qui nommés	4518	422
Président du bureau	4518	422
Secrétaire	4518	422
Charges municipales : —		
Personnes exemptes de les remplir	4222	374
Certains hommes de profession libé-		
rale	4222	374
Employés des corps législatifs	4222	374
Membres des corps législatifs	4222	374
Personnes au-dessus de 60 ans	4222	374

	ART.	PAGE
Corporations de ville—Suite		
Charges municipales—Suite		
Personnes exemptes de les remplir -Suite		
Personnes ayant déjà remplies charges	4223	375
Personnes employées dans le conseil municipal.....	4224	375
Personnes qui ont payé l'amende....	4225	375
Avis requis pour l'exemption....	4226	375
Personnes habiles à les remplir.....	4211	372
Obligation de ces personnes de les remplir.....	4212	372
Personnes incapables de les remplir...—3213,	4219	873, 374
Avis qu'elles doivent donner.....	4220	374
Pouvoir du conseil de les remplacer sur résolution.....	4221	374
Personnes inhabiles à les remplir.....	4213 <i>et suiv.</i>	373
Aubergistes.....	4213	373
Etrangers à la ville....	4214	373
Mineurs	4213	373
Ministre du culte....	4213	373
Officiers de l'armée en pleine paye....	4213	373
Personnes rémunérées de la corporation	4215	373
Vacances dans les charges de maire et de conseiller.....	4273	383
Mode de les remplir.....	4274	384
Conseil municipal :—		
Actes du conseil.....	4376	400
Cassation de ces actes par la Cour supérieure.....	4376	400
Mode de publication de ces actes....	4377	400
Ajournement des sessions du conseil.....	4303	388
Assignations devant le conseil.....	4307	388
Refus d'y comparaître.....	4308	389
Comités du conseil.....	4305	388
Assignations devant les comités.....	4307	388
Refus d'y comparaître.....	4308	389
Comparution devant les comités par procureurs.....	4306	388
Nomination des comités pour examen de questions à eux soumises—et leurs pouvoirs aux enquêtes.....	4305, 4307	388

	ART.	PAGE
Corporations de ville—Suite		
Conseil municipal—Suite		
Comités du conseil—Suite		
Rapports des comités et adoption de ces rapports.....	4305	388
Comparution par procureurs devant le con- seil.....	4306	388
Composition du conseil.....	4194	370
Décision des questions soumises au conseil.	4300	387
Documents produits devant le conseil....	4378	400
Récépissé de ces documents.....	4378	400
Endroits où siège le conseil.....	4291	386
Heures des sessions.....	4297	387
Jours de session du conseil.....	4289, 4290, 4293	386
Juridiction du conseil.....	4373	400
Etendue d'icelle.....	4373	400
Exercice de cette juridiction.....	4374, 4375	400
Maire du conseil.....	4195	370
Devoirs du maire relativement :—		
A la signature des bons et con- trats, et à la lecture des circu- lares, etc.....	4207-4210	372
A la surveillance des officiers....	4206	372
Aux renseignements fournis au lieutenant-gouverneur, sur l'exé- cution de la loi municipale....	4209	372
Aux suggestions qu'il peut faire au conseil.....	4206	372
Durée de la charge de maire.....	4195	370
Qualités pour son éligibilité.....	4216, 4217 373, 374	
Vacance dans la charge de maire— mode de la remplir.	4273, 4274 383, 384	
Membres intéressés du conseil.....	4301	387
Leur exclusion des délibérations....	4301	387
Officiers du conseil.....	4309 <i>et suiv.</i>	389
Actes faits par la majorité des officiers, sont légaux.....	4320	390
Archives des officiers décédés.....	4315	390
Remise de ces archives.....	4315, 4316	390
Revendication d'icelles.....	4317, 4318	390

	ART.	PAGE
Corporations de ville—Suite		
Conseil municipal—Suite		
Officiers du conseil—Suite		
Destitution des officiers.....	4311	389
Mode de la faire.....	4312	389
Devoirs des officiers sortant de charge.	4315	390
Devoirs des représentants des officiers décédés ou absents du district....	4316, 4318	390
Exemption des devoirs, prohibée.....	4321	391
Nomination des officiers.....	4309	389
Officiers, responsables à la corporation.	4323, 4324	391
Officiers, tenus de donner récépissé des documents reçus.....	4319	390
Serment d'office des officiers.....	4313	389
Certificat de prestation.....	4314	390
Tarif d'honoraires payables aux offi- ciers.....	4322	391
Vacances dans leurs charges.....	4310	389
Mode de les remplir	4310	389
Plaintes portées au conseil contre le rôle d'évaluation	4506 <i>et suiv.</i>	420
Audition de la plainte.....	4507	420
Décisions du conseil	4507	420
Mutation de propriétés	4512	420
Pouvoirs du conseil de corriger le rôle dans ce cas.....	4512	420
Omission de noms du rôle.....	4510	420
Pouvoirs du conseil de les y ajouter	4510	420
Revision, par le conseil, du rôle, et son homologation.....	4508, 4509	420
Pouvoirs généraux du conseil pour les fins suivantes.....	4398	403
Abroger ou amender les règlements municipaux.....	4484	415
Accorder des primes pour l'arrestation des criminels.....	4441	409
Aider à la colonisation.....	4479	415
Aider à la construction des chemins, ponts publics, etc.; conduisant à la municipalité.....	4402-4407	404, 405

Corporations de ville—Suite

Conseil municipal—Suite

Pouvoirs généraux du conseil pour les fins
suivantes—Suite

	ART.	PAGE
Aider aux bibliothèques publiques gratuites.....	4407a	405
Aider aux chemins de colonisation...	4403-4407	404, 405
Aider aux ouvrages publics, ponts, chaussées, quais, etc., avec l'approbation des électeurs.....	4404	404
Assister les nécessiteux.....	4439	409
Assister les personnes blessées aux incendies.....	4436	409
Autoriser la confiscation des objets vendus contre la loi au profit des pauvres	4480	415
Autoriser la démolition des maisons durant les incendies.....	4426	407
Autoriser la formation de compagnies de pompiers.....	4427	407
Autoriser les visites des maisons aux officiers municipaux dans un but d'hygiène.....	4482	415
Construire des bâtisses pour l'emmagasinement de la poudre et autres matières explosibles ou inflammables..	4430	408
Décréter l'infliction des amendes.....	4560	430
Définir les devoirs des officiers.....	4401	403
Déterminer la vente des liqueurs enivrantes.....	4414	406
Déterminer la vente du pain.....	4413	406
Diviser la municipalité en quartiers..	4472	414
Empêcher les affichages indécents, etc.	4446	410
Empêcher les bains en public.	4447	410
Empêcher les batailles de coqs, etc...	4445	409
Empêcher les courses, le dimanche..	4444	409
Emprunter pour fins d'améliorations publiques.....	4523	423
Assurance, dans ce cas, du principal et des intérêts... ..	4528	424
Autorisation de la Législature dans certains cas....	4530	425

	ART.	PAGE
Corporations de ville—Suite		
Conseil municipal—Suite		
Pouvoirs généraux du conseil pour les fins suivantes—Suite		
Emprunter pour fins d'améliorations publiques—Suite		
Autorisation des électeurs pour emprunter.....	4529	424
Votation des électeurs.	4531-4537	425,426
Mode de voter.....	4531-4537	425,426
Emission de bons pour fins de l'emprunt.....	4526-4527	424
Entretenir des pesées publiques.....	4409	405
Devoirs des surveillants d'icelles	4410	405
Eriger des marchés publics et y louer les étaux.....	4408	405
Régie d'iceux.....	4411	405
Surveillants de ces marchés—theurs devoirs.....	4410	405
Taxes sur ces marchés.....	4412	405
Eriger des prisons temporaires quand il n'y en a pas dans la municipalité.	4475	414
Etablir des abreuvoirs publics.....	4481	415
Etablir des conseils ou bureaux de santé.....	4417	406
Etablir des enclos publics.	4476	414
Etablir des institutions de charité....	4440	409
Etablir une force de police municipale.	4474	414
Exempter des taxes certaines indus- tries et manufactures.....	4559	430
Faire des enquêtes sur les causes des incendies.....	4429	408
Faire des règlements pour le gouverne- ment de la municipalité en général.	4483	415
Faire des tarifs pour les charretiers....	4469-4470	414
Fixer les époques des sessions du con- seil et la conduite des débats aux séances.....	4399	403
Imposer des taxes additionnelles pour payer les mauvaises dettes de la cor- poration.....	4541	426

Corporations de ville—Suite

Conseil municipal—Suite

Pouvoirs généraux du conseil pour les fins
suivantes—Suite

	ART.	PAGE
Indemniser les personnes souffrant de dommages dans les émeutes.....	4435	408
Prélèvement de taxes dans ce cas.	4435	408
Recouvrement d'icelles.....	4435	408
Interdire aux enfants la fréquentation des auberges... ..	4415	406
Numéroter les maisons.....	4473	414
Obliger les propriétaires à prendre cer- taines précautions contre les incen- dies.....	4418	406
Octroyer les licences aux charretiers, etc....	4468	413
Pourvoir à l'achat de pompes à incen- die.....	4428	407
Pourvoir à l'éclairage de la municipa- lité.....	4471	414
Pourvoir à l'établissement d'aqueducs.	4485	416
Imposition de taxes à cette fin.	4486, 4487	416
Pouvoir du conseil à cet égard...	4488-4497	416-418
Service de l'eau.....	4488-4497	416-418
Première session du conseil.....	4289	386
Sessions subséquentes....	4290	386
Prescrire la lecture des règlements...	4400	403
Président du conseil.....	4299	387
Ses pouvoirs quant au maintien de l'ordre.....	4299	387
Prohiber les cirques, etc.....	4443	409
Récompenser les actions méritoires aux incendies.....	4437	409
Régler la conduite des débats aux sé- ances du conseil.....	4399	403
Id. la conduite des maîtres et ser- viteurs.....	4416	406
Id. la manière de faire les égouts, etc.....	4452, 4453	410
Id. la manière de garder les chaux vives.....	4425	407

Corporations de ville—Suite

ART. PAGE

Conseil municipal—Suite

Pouvoirs généraux du conseil pour les fins
suivantes—Suite

Régler la plantation des arbres dans la municipalité.....	4478	415
Id. la vente de la poudre, etc.....	4424	407
Id. la vitesse des chevaux.....	4466	413
Id. le mode de faire le dépôt de matières infectes.....	4449	410
Id. le mode de garder les chiens..	4450	410
Id. le mode d'enclore les terrains.	4477	415
Id. le mode de se servir du feu dans les bâtiments, etc. ...	4419-4422	406, 407
Id. l'empiètement sur les rues....	4462, 4467	413
Id. le nettoyage des écuries.....	4448	410
Id. le nettoyage des rues et des lieux malsains.....	4451-4464, 4467	410, 413
Id. l'enlèvement de la neige....	4463, 4467	413
Id. l'enlèvement de la neige sur les toits.....	4434	408
Id. l'entretien des rues.....	4458	412
Id. le niveau des rues et leur ali- gnement.....	4459	412
Id. les constructions.....	4432, 4433	408
Id. les encombrements dans les rues	4465, 4467	413
Id. les expropriations pour fins d'intérêt public.....	4561-4569	430-432
Id. les feux d'artifice.....	4431	408
Id. les places publiques.....	4460	412
Id. les ramonages de cheminées..	4423	407
Id. les trottoirs.....	4461, 4467	413
Id. l'ouverture et l'entretien des cours d'eau.....	4454-4457	411, 412
Id. l'ouverture et l'entretien des rues, etc.....	4458, 4467	412, 413
S'approprier les terrains par voie d'ex- propriation pour fins d'utilité publi- que.....	4561-4569	430-432

	ART.	PAGE
Corporations de ville—Suite		
Conseil municipal—Suite		
Pouvoirs généraux du conseil pour les fins suivantes—Suite		
Secourir les familles de ceux qui péris- sent aux incendies	4438	408
Souscrire des actions dans les compa- gnies de télégraphe.....	4405	404
Approbation des électeurs à cette fin.....	4406	405
Supprimer les jeux intéressés, etc.....	4442	409
Quorum du conseil.....	4292	386
Défaut de quorum.....	4304	388
Règlements du conseil.....	4380	401
Abrogation des règlements approuvés par les électeurs municipaux.....	4387	402
Amendement d'iceux par le conseil..	4388	402
Cassation d'iceux par la Cour supé- rieure	4389-4390	402
Effet de la cassation.....	4395, 4396	403
Prescription de l'action en cas- sation.....	4397	403
Requête en cassation	4391	402
Dispositions applicables à la requête.....	4393	403
Jugement sur icelle.....	4394	403
Signification de la requête	4392	402
Durée et effet des règlements.....	4386	402
Effet de l'annulation des règle- ments.....	4395, 4396	403
Entrée en vigueur des règle- ments.....	4383, 4384	401
Livres d'enregistrement des règle- ments.....	4381	401
Objets qui peuvent y être dis- posés.....	4382	401
Publication des règlements.....	4385	401
Mode de la faire.....	4385	401

	ART.	PAGE
Corporations de ville—Suite		
Conseil municipal—Suite		
Représente la corporation.....	4193	370
Séances du conseil.....	4298	387
Heures de leur tenue.....	4297	387
Mode de les tenir.....	4298	387
Votation des membres du conseil à ces séances.....	4300, 4301	387
Mode de voter.....	4302	388
Conseillers :—		
Durée de charge des conseillers.....	4195, 4196	370
Durée de charge des conseillers élus en rem- placement d'autres... ..	4197	370
Entrée en fonction des conseillers.....	4198	370
Incapacité résultant de la charge de con- seiller.....	4201	371
Juridiction et pouvoirs du maire et des con- seillers comme juges de paix.....	4210	372
Qualités requises des conseillers.....	4216-4219	373, 374
Refus d'exercer la charge de conseiller....	4202	371
Quand a lieu le refus.....	4203	371
Reprise des fonctions dans ce cas....	4204	371
Serment d'office des conseillers.....	4198	370
Devant qui il est prêté.....	4198	370
Omission de le prêter.....	4199	371
Effet de cette omission.....	4199	371
Service des conseillers—gratuit.....	4200	371
Vacances dans la charge de conseiller....	4273	383
Mode de les remplir.....	4274	384
Validité des votes des conseillers occupant illégalement une charge.....	4205	371
Corporation :—		
Archives et livres ouverts au public.....	4343	394
Constitution de la corporation.....	4191	370
Pouvoirs de la corporation d'acquérir des biens.....	4192	370
Pouvoirs de la corporation d'ester en justice, etc... ..	4192	370
Qui la représente.....	4193	370

	ART.	PAGE
Corporations de ville—Suite		
Corporation—Suite		
Recouvrement, par la corporation, des archives, papiers, etc., des sec.-trésoriers décédés, etc.	4315-4318	390
Responsabilité de la corporation pour les actes de ses officiers.	4323	391
Secrétaire-trésorier de la corporation.	4325	391
Avis qu'il doit donner dans le cas d'ajournement du conseil aux membres qui n'étaient pas présents. . . .	4304 §3	388
Signification de cet avis.	4304 §3	388
Bureau du secrétaire-trésorier.	4349	396
Endroit où doit être tenu le bureau	4349	396
Cautionnement du secrétaire-trésorier.	4326, 4328, 4329, 391, 392	
Cautionnement par police d'assurance.	4335	393
Décès et insolvabilité des cautions	4332	392
Forme du cautionnement.	4330	392
Libération des cautions.	4331	392
Certificat de libération.	4333	393
Radiation des hypothèques.	4334	393
Remplacement des cautions.	4331 §3	392
Convocation des sessions spéciales par secrétaire-trésorier.	4294	386
Devoirs du secrétaire-trésorier :—		
Il assiste aux sessions du conseil..	4337	393
Il délivre des extraits ou copies des documents en sa possession, sur honoraires	4344	395
Il est le gardien des archives.	4336	393
Il paie les dettes de la corporation sur autorisation à cet effet.	4341	394
Il perçoit les deniers dus, les dépose, mais ne peut les prêter ni en délivrer des reçus sans les avoir perçus.	4339-4342	394
Il prend des reçus.	4442	394
Il rend ses comptes annuellement	4345	395

	ART.	PAGE
Corporations de ville—Suite		
Corporation—Suite		
Secrétaire-trésorier de la corporation—Suite		
Devoirs du secrétaire-trésorier—Suite		
Il transmet un état des affaires de la corporation au secrétaire de la province.....	4347	396
Devoirs du secrétaire-trésorier relatifs à la liste des jurés.....	4350	396
Durée des fonctions du secrétaire-tréso- rier.....	4325	391
Extraits ou copies qu'il certifie—leur authenticité.....	4338	393
Nomination du secrétaire-trésorier....	4309	389
Poursuites en reddition de compte contre le secrétaire-trésorier.....	4346	395
Pouvoir du secrétaire-trésorier de se nommer un assistant ..	4327	391
Devoirs de ce dernier.....	4327	391
Sa destitution.....	4327	391
Sa responsabilité.....	4327	391
Son serment.....	4327	391
Prescription des actions contre le secré- taire-trésorier.....	4348	396
Sessions spéciales du conseil de la corpora- tion.....	4294 <i>et suiv.</i>	386
Significations faites à la corporation.....	4379	401
Sources des revenus.....	4538	426
Dispositions déclaratoires :—		
Actes devant être exécutés par officiers mu- nicipaux, peuvent l'être par la majorité d'iceux	4320	390
Allégations inutiles dans les actes n'affec- tent pas leur validité.....	4184	368
Dépositions de la part de la corporation municipale ou information....	4189	369
Mode de les faire....	4189	369
Erreurs de désignation dans un acte, non fatales.....	4185	369
Objections relatives à des informalités dans un acte, non admises en justice.....	4186	369

Corporations de ville—Suite

ART. PAGE

Dispositions déclaratoires—Suite

Pénalités contre juges de paix et autres, qui refusent d'accomplir leurs devoirs.....	4190	369
Prestation des serments.....	4187	369
Signatures, ou marques des personnes ne sachant signer.....	4182, 4183	368
Témoins, non incompétents parcequ'ils sont électeurs ou conseillers.....	4188	369
Terrains compris dans la ville	4180a	368

Dispositions interprétatives :—

“ Charges municipales ”.....	4180 §7	368
“ Charte ”	4180 §1	367
“ Contrat ”.....	4215	373
“ Cour de circuit de comté ” ou “ du comté ”	4180 §4	368
“ Cour de magistrat ” ou “ magistrat de comté ”.....	4180 §5	368
“ District ”.....	4180 §3	367
“ Jour suivant ”	4180 §10	368
“ Juge de paix ”	4180 §8	368
“ Membre du conseil ”.....	4180 §6	368
“ Municipalité ”.....	4180 §2	367
“ Savoir lire et écrire ”.....	4181	368
“ Session ”.....	4180 §9	368

Electeurs municipaux :—

Assemblée des électeurs pour l'élection du maire et des conseillers.....	4234	377
Electeurs votant sans y avoir droit.....	4228	376
Mode de voter des électeurs.....	4245, 4247	378, 379
Nombre de fois qu'ils peuvent voter.....	4248	379
Personnes habiles à être électeurs.....	4227	375
Qualités des voteurs.....	4227, 4248	375, 379

Elections municipales :—

Assemblées des électeurs à cette fin.....	4234	377
Assermentation des votants.....	4250	379
Mention du serment des votants au cahier de votation.....	4251	380
Bon ordre dans les élections... ..	4271, 4272	383
Nomination de constables à cette fin..	4272	383
Pouvoirs du juge de paix et du président de l'élection.....	4271	383

	ART.	PAGE
Corporations de ville—Suite		
Elections municipales—Suite		
Cens électoral.....	4227	375
Rôle qui en fait foi.....	4249	379
Clerc du sous-président d'élection.....	4268	382
Connaissances requises.....	4269	382
Devoirs.....	4268	382
Contestation des élections.....	4275	384
Cautionnement pour les frais... ..	4280, 4281	384
Requête au juge à cette fin.....	4277	384
Audition de la requête, et preuve à son appui.....	4283, 4284	385
Frais et dépens	4286	385
Instruction de la cause.....	4288	385
Jugement.....	4285	385
Signification d'icelui.....	4287	385
Présentation de la requête.. ...	4282	385
Délai pour la présenter.....	4279	384
Signification de la requête.....	4278	384
Tribunal qui peut en prendre connaissance.....	4276	384
Convocation des électeurs en assemblée générale pour fins de l'élection.....	4232	376
Avis à cet effet.....	4232	376
Omission d'icelui n'empêche pas l'assemblée.....	4233	377
Dépenses d'élection.....	4270	382
Paiement d'icelles.....	4270	382
Elections dans les municipalités non divi- sées en quartiers.....	4263	381
Mode de les faire.....	4263	381
Tenue d'un bureau de votation à cette fin	4264	381
Elections dans les villes nouvelles.....	4230	376
Election première.....	4230	376
Elections subséquentes.....	4230, 4231	376
Elections générales—époque d'icelles.....	4229	376
Elections qui n'ont pas lieu au jour fixé par la loi.....	4265, 4266	382
Devoirs du maire dans ce cas.....	4266	382
Défaut par lui de remplir ces devoirs.....	4267	382

Corporations de ville—Suite

Elections municipales—Suite

	ART.	PAGE
Epoque des élections générales.....	4229	376
Officiers d'élection.....	4234	377
Clercs d'élection	4235	377
Président d'élection.....	4235	377
Secrétaire d'élection....	4235	377
Sous-président d'élection.....	4235	377
Nomination des candidats aux élections...	4229	376
Président de l'élection.....	4235	375
Avis qu'il doit donner aux candidats élus.....	4260	381
Devoirs du juge de paix et du prési- dent.....	4271	383
Devoirs du président—gratuits.....	4270	382
Devoirs du président relativement :—		
A la nomination d'un sous-prési- dent.....	4242	378
A la proclamation du candi- dat.....	4238, 4239, 4255, 4257	377, 378, 380
Pouvoirs du président de nommer des constables spéciaux.....	4272	383
Présence du président à l'hôtel de ville durant l'élection.....	4259	381
Présentation des candidats par le pré- sident.....	4237	377
Proclamation des condidats par le pré- sident.....	4257	380
Rapport du président au conseil après la clôture de l'élection.....	4261	381
Vote prépondérant du président et des sous-présidents.....	4258, 4262	381
Secrétaire-trésorier est président <i>ex officio</i> de l'élection.....	4235	377
Secrétaire-trésorier qui devient incapable d'agir avant de s'être nommé un clerc d'élection	4236	377
Sous-président—ses devoirs relativement :—		
A la nomination d'interprètes à la votation	4252	380

	ART.	PAGE
Corporations de ville—Suite		
Elections municipales—Suite		
Sous-président—ses devoirs relativement—Suite		
A la nomination d'un clerc d'élection.	4268	382
A l'assermentation des votants.....	4250	379
Au décompte des votes.....	4253	380
Rapport qu'il doit faire au président d'élection.....	4256	380
Son vote prépondérant.....	4254	380
Votation.....	4240, 4245	378
Bureau de votation.....	4240, 4241	378
Livres du bureau	4244	378
Mode de les tenir.....	4243	378
Vote prépondérant du président.....	4258, 4262	381
Vote prépondérant du sous-président....	4254, 4262	380, 381
Emprunts municipaux pour améliorations pu- bliques :—		
Approbation d'iceux par la Législature en certains cas.....	4530	425
Approbation d'iceux par les électeurs...4529, 4529a		424
Assemblée des électeurs à cette fin...	4532	425
Assurance du principal et des intérêts de l'emprunt.....	4528	424
Bons—leur émission.....	4526	424
Mode de faire l'émission	4526	424
Coupons.....	4527	424
Remise d'iceux.....	4527	424
Fonds d'amortissement... ..	4524	423
Placement d'icelui.....	4525	423
Intérêt et fonds d'amortissement.. ..	4524, 4525	423
Taxes spéciales pour fonds d'emprunt....	4530	425
Évaluateurs ou estimateurs.....	4498	418
Devoirs des évaluateurs relativement :—		
A la signature du rôle d'évaluation..	4504	419
A l'évaluation annuelle des biens im- posables.....	4498, 4502	418, 419
Base de cette évaluation.....	4502	419
Au dépôt du rôle d'évaluation.....	4505	419
Aux entrées qu'ils doivent faire au rôle.....	4498, 4499	418
Propriétaires inconnus	4503	419

	ART.	PAGE
Corporations de ville—Suite		
Évaluateurs ou estimateurs—Suite		
Leur pouvoir d'employer des écrivains....	4354	397
Qualités requises des évaluateurs.....	4353	397
Serment des évaluateurs.....	4355	397
Expropriations	4561	430
Arbitrage dans ce cas.....	4565	431
Décisions des arbitres.....	4566	431
Ce qu'elles doivent contenir.....	4567	431
Nomination des arbitres.....	4565, 4569a	431, 432
Procédures des arbitres.....	4566	431
Ratification des décisions des arbitres.....	4569	432
Chemins macadamisés.....	4561a	430
Droit du conseil d'exproprier pour utilité publique.....	4561	430
Indemnité pour expropriations.....	4564	431
Nuisances aux chaussées de moulins, etc., non permises sans le consentement des propriétaires d'iceux.....	4563	431
Prise de possession des terrains expropriés par la corporation.....	4568	431
Procédures dans le cas de refus.....	4568	431
Propriétés qui ne peuvent être expropriées sans le consentement des propriétaires... 4562, 4563		430, 431
Ratification des décisions des arbitres au sujet de l'expropriation.....	4569	432
Jugements contre la corporation :—		
Acquittement des jugements rendus contre la corporation.....	4570	432
Prélèvement à défaut de les satisfaire	4571	433
Délai accordé par le tribunal...	4572	433
Brefs d'exécution à défaut d'acquittement des jugements.....	4573	433
Contenu du bref.....	4574	433
Forme d'icelui.....	4574	433
Délai pour acquitter les jugements s'il n'y a pas de fonds en caisse.....	4572	433
Prélèvement de fonds dans ce cas.....	4571	433

	ART.	PAGE
Corporations de ville—Suite		
Jugements contre la corporation—Suite		
Devoirs du shérif en recevant le bref d'exécution.....	4575, 4583	434, 435
Ses honoraires—par qui taxés.....	4579	434
Ses pouvoirs de prendre possession du rôle d'évaluation.....	4577	434
Ses pouvoirs relatifs à la confection du rôle s'il n'y en a pas de fait par la municipalité.....	4576 <i>et suiv.</i>	434
Perception sur ce rôle.....	4579	434
Remise des documents, etc., après la perception.....	4580	434
Liste des électeurs municipaux :—		
Cassation de la liste devant la Cour supérieure	4522	423
Dépôt de la liste	4516	422
Durée en vigueur de la liste.	4522	423
Plaintes soumises au secrétaire-trésorier relativement à la liste.....	4517	422
Revision de la liste par le bureau des reviseurs.....	4518	422
Instruction de la plainte devant le bureau.....	4519	422
Mode de faire la plainte.....	4520	423
Noms biffés.....	4521	423
Pouvoir du bureau de faire la correction.....	4519, 4520	422, 423
Signature de la liste.....	4522	423
Poursuites devant les juges de paix :—		
Affidavits non requis.....	4593	436
Appel à la Cour supérieure.. ..	4601	437
Cautionnement en appel.....	4602	437
Forclusion de l'appel.....	4612	439
Jugements de la Cour supérieure, non sujets à l'appel.....	4614	439
Jugements en appel.....	4610	438
Preuve de solvabilité des cautions....	4603	437
Requête en appel.....	4604	438
Audition sur la requête.....	4609	438
Présentation de la requête.....	4608	438
Signification de la requête.....	4605	438

	ART.	PAGE
Corporations de ville—Suite		
Poursuites devant les juges de paix—Suite		
Appel à la Cour supérieure—Suite		
Responsabilité des cautions.....	4613	439
Transmission du dossier du tribunal inférieur.....	4606, 4611	438, 439....
Arrestation à vue.....	4599	437
Auditions par juges de paix.....	4595	436
Délais d'assignation.....	4594	436
Exécution des jugements.....	4598	437
Sursis d'exécution s'il y a appel.....	4607	438
Jugements du tribunal inférieur, non appe- lables par voie de <i>certiorari</i>	4615	439
Notes des témoignages par juges de paix ou greffier du tribunal.....	4597	437
Procédures devant le juge de paix.....	4592	436
Rapports de signification des huissiers.....	4596	437
Remise des dossiers en cas d'appel.....	4600	437
Rôles d'évaluation :—		
Biens non imposables.....	4500	418
Cassation du rôle d'évaluation.....	4513	421
Défaut d'action sur l'homologation du rôle d'évaluation ne l'invalide pas.....	4511	420
Dépôt du rôle par les évaluateurs.....	4505	419
Entrée des évaluations au rôle.....	4498, 4499,	418
Etat fourni par compagnies de chemin de fer, de leurs propriétés.....	4501	419
Mutation des propriétés.....	4512	420
Correction du rôle dans ce cas.....	4512	420
Omission de propriétés au rôle.....	4512	420
Correction du rôle dans ce cas.....	4510	420
Plaintes portées au conseil contre le rôle...	4506	420
Appel de la décision du conseil.....	4514a-4514e	421
Avis à cet effet.....	4506	420
Procédures sur la plainte.....	4507 <i>et suiv.</i>	420
Revision et homologation du rôle.....	4508, 4509	420
Appel de la décision du conseil.....	4514a	421

	ART.	PAGE
Corporations de ville—Suite		
Rôles d'évaluations—Suite		
Revision et homologation du rôle—Suite		
Appel de la décision du conseil—Suite		
Diligence à le poursuivre.....	4514e	422
Frais.....	4514c	421
Jugement sur icelui.....	4514c	421
Procédure à suivre.....	4514b	421
Signification du jugement.....	4514d	421
Tribunal compétent.....	4514a	421
Rôles d'évaluation dans les villes nouvelles	4514	421
Signature du rôle d'évaluation par les éva- luateurs.....	4504	419
Secrétaire-trésorier :—		
Ses devoirs relativement :—		
A la confection du rôle général de per- ception.....	4547	427
Avis du dépôt de ce rôle.....	4549	427
A l'acquittement des jugements contre la corporation sur autorisation du conseil à cette fin.....	4570	432
A la délivrance et à l'authenticité des extraits ou copies.....	4338, 4344	393, 395
A la liste des électeurs après la confec- tion du rôle d'évaluation.....	4515	422
Dépôt de la liste....	4515	422
Avis de ce dépôt....	4516	422
Plaintes à ce sujet.....	4517	422
Signatures de la liste.....	4522	423
A la perception et au dépôt des de- niers.....	4339, 4345	394, 395
A l'avis du rôle de perception concer- nant les taxes municipales.....	4549	427
A l'entrée des règlements du conseil dans un livre à cet effet.....	4381	401
Au prélèvement des taxes addition- nelles imposées par résolution du conseil.....	4541	426
Au prélèvement des taxes par exécu- tion sur refus de les payer..... :	4551	428

	ART.	PAGE
Corporations de ville—Suite		
Secrétaire-trésorier—Suite		
Ses devoirs relativement—Suite		
Au prélèvement des taxes par exécution sur refus de les payer—Suite		
Procédures dans ce cas.	4551-4554	428
Taxes municipales:—		
Avis du dépôt du rôle de perception par secrétaire-trésorier.....	4549	427
Demande de paiement de taxes après le dépôt du rôle de perception.....	4550	428
Honoraires du secrétaire-trésorier dans ce cas.....	4551	428
Exemption de taxes.....	4559	430
Pouvoir du conseil à ce sujet.....	4559	430
Fonds général.....	4539	426
Emploi d'icelui....	4540	426
Surplus.....	4539	426
Intérêts sur les taxes....	4542	426
Perception des taxes d'écoles.....	4546, 4548	427
Personnes obligées aux taxes.....	4544	427
Poursuites judiciaires pour taxes.....	4556	427
Prélèvement des taxes additionnelles....	4541	426
Prélèvement des taxes à défaut de paiement d'icelles par voie d'exécution....	4551	428
Procédure dans ce cas.....	4551, 4554	428
Prélèvement des taxes à défaut de paiement d'icelles par le secrétaire-trésorier..	4558a	429
Prescription des taxes.....	4555	429
Privilège des taxes.....	4543	427
Rôle général de perception.....	4547	427
Subrogation des personnes qui paient les taxes quand elles ne sont pas propriétaires.....	4545	427
Vente des immeubles pour taxes.....	4557	429
Procédure dans ce cas.....	4557, 4558	429

Corporations commerciales

Effet de l'abrogation de certaines lois relatives aux taxes sur
les—..... 102

Côte Saint-Antoine

Instruction publique dans la ville de la—*Voir* Instruction
publique à Westmount.

Cour de magistrat

Dans le district de Saguenay—dispositions applicables à cer-
taines archives détruites de la—le 26 juillet 1907..... 243

Cours de circuit et de magistrat

Dans le comté de Missisquoi—dispositions applicables à cer-
taines archives incendiées des—..... 243

Cours de recorder

Loi concernant les—..... 441

Cour supérieure

Dans les comtés de Berthier et de Verchères—juridiction de la
—causes pendantes..... 11

Curatelle

Et tutelle dans le comté de Chicoutimi—validation de certains
actes de—faits par le greffier de la Cour de circuit du
comté..... 596

Départements

Interprétation de certains mots dans l'organisation des— ... 29

Dette publique

Emploi du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa
et Occidental et d'un certain subside fédéral au paiement
de la—..... 51

Loi concernant la—..... 32, 36, 37, 40, 42, 44, 45

District de Beauharnois

Changement du chef-lieu du..... 10

District de Richelieu

Dispositions relatives aux causes pendantes dans les comtés de
Berthier et Verchères..... 11

Districts électoraux

De Richmond et Wolfe—restent soumis à l'acte d'Union.... 9

Documents

Qui peuvent être authentiques dans le département du registraire.....	30
---	----

Douze enfants

Primes qui peuvent être payées comme conséquence de la loi des—.....	107
--	-----

Droits

Sur les successions—effets de l'abrogation de certaines lois relatives aux—.....	103
--	-----

Drummond

Validation de certains enregistrements dans le canton Simpson faits dans le bureau d'enregistrement du comté de—au lieu d'être faits au bureau d'enregistrement du comté d'Arthabaska.....	585
--	-----

Drummondville

Dispositions relatives à la vente des liqueurs enivrantes à—..	72
Registres de l'état civil à —pour 1833, tenus par le ministre de l'Église d'Angleterre à—.....	590

École de réforme

A Montréal—contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal.....	245
<i>The Boys' Farm and Training School</i> —validation d'un contrat passé entre le gouvernement et le bureau des directeurs de—.....	261
<i>Voir</i> Contrat.	

École des hautes études commerciales de Montréal

Loi constituant en corporation l'—et les lois qui l'amendent.	223-227
---	---------

École d'industrie

A Montfort—loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les missionnaires de la compagnie de Marie, relativement à l'—.....	273
<i>Voir</i> Contrat.	

École Normale McGill

Loi relative à l'—... ..	228
--------------------------	-----

	PAGE
École polytechnique	
Lois relatives à l'—.....	213-222
Écoles	
A Sherbrooke—dispositions relatives aux—.....	176-180
A Trois-Rivières—dispositions relatives aux—.....	162-165
Dans la cité de Hull—dispositions relatives aux—.....	199-202
Dans l'ancien territoire de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal—dispositions relatives aux—.....	182
Dans l'ancien territoire de la cité de St-Henri de Montréal— dispositions relatives aux—.....	185, 186
Dans l'ancien territoire de la ville Saint-Louis.....	185, 186
Dans la paroisse de Saint-Michel Archange de Montréal— dispositions spéciales aux—.....	212
Dans la ville de LaPrairie—dispositions relatives aux—.....	202
Dans la ville de Magog—dispositions relatives aux—.....	203
Dans la ville de Maisonneuve—dispositions relatives aux—..	181
Dans la ville de Waterloo—dispositions relatives aux—.....	189
De la ville Côte Saint-Antoine—Voir Instruction publique à Westmount.	
Écoles catholiques	
A Montréal.....	139, 143, 144, 146-150, 160
A Montréal—organisation d'une commission chargée de voir à la possibilité de créer une commission scolaire catho- lique pour la cité de Montréal et sa banlieue.....	150
A Québec.....	135, 136, 138
Écoles de réforme et d'industrie	
A la Pointe-aux-Esquimaux—loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et la Congrégation des filles de Jésus au sujet des—.....	267
A Lévis—contrat passé entre le gouvernement et l'hospice St- Joseph de la Délivrance à Lévis, relativement aux—....	279
De Notre-Dame du Bon Pasteur de Montréal—validation d'un contrat passé entre le gouvernement et les dames reli- gieuses de Notre-Dame du Bon Pasteur de Montréal....	257
Écoles élémentaires	
Loi relative au règlement définitif du fonds des—.....	134

Écoles protestantes

- A Montréal—dispositions concernant le bureau des commissaires des—.....152, 155, 160
 A Québec..... 135, 138

Écoles publiques

- A Québec et à Montréal—loi amendant la loi relative aux—135-160

École technique

- De Montréal—lois relatives à l'—.....238, 242
 De Québec—lois relatives à l'—.....233-238

Éducation

Voir Instruction publique.

Église d'Angleterre

- Registres de l'état civil tenus à Drummondville, pour 1888,
 par le ministre de l'— 590
 Validation d'un certain registre de l'état civil tenu à l'Église
 de la Trinité à Québec, par un ministre de l'—..... 595

Église

- Congrégation Baïs Israël autorisée à tenir les registres de l'état
 civil..... 556
 Congrégation *Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas*
 (grande synagogue de la société talmudique) autorisée à
 tenir les registres de l'état civil..... 552
 Congrégation Beth Israël autorisée à tenir les registres de l'état
 civil..... 553
 Congrégation Beth Judah autorisée à tenir les registres de
 l'état civil..... 555
 Congrégation des juifs anglais, allemands et polonais autorisée
 à tenir les registres de l'état civil..... 550
 Congrégation des juifs roumains Beth David autorisée à tenir
 les registres de l'état civil. 547
 Congrégation *International Advent Christian Conference* auto-
 risée à tenir les registres de l'état civil..... 545
 Congrégation religieuse Benaï Jacob autorisée à tenir les regis-
 tres de l'état civil..... 543
 Congrégation *Seventh Day Adventist Conference* autorisée à
 tenir les registres de l'état civil. 545

Église—Suite

Congrégation Shearith Israël autorisée à tenir les registres de l'état civil.....	544
Congrégation <i>Temple Solomon of Montreal</i> autorisée à tenir les registres de l'état civil.....	554
Congrégation <i>The Chevra Kadisha of Montreal</i> autorisée à tenir les registres de l'état civil.....	548
Congrégation <i>The Free Methodist Church of the province of Quebec</i> autorisée à tenir les registres de l'état civil.....	549
Congrégation <i>The Greek Orthodox Evangelismos of Montreal</i> autorisée à tenir les registres de l'état civil.....	557
De la Trinité à Québec, validation d'un certain registre de l'état civil tenu par l'—.....	595
<i>The Second Advent Church of the province of Quebec</i> autorisée à tenir les registres de l'état civil.....	542

Emprunt

De la cité des Trois-Rivières—garantie d'un certain —par le gouvernement.....	54
---	----

Emprunts

Faits par l'Hôpital protestant des aliénés—garantis.....	339-350
Provinciaux.....	32, 36, 37, 40, 42, 44, 45

Enregistrement

Dans le comté de Nicolet, certaines dispositions y relatives...	16
Dans le comté de Pontiac—certaines dispositions y relatives..	18
Dans le comté de Témiscouata.....	19
Dans le comté de Wright—incendie du bureau d'enregistrement à Hull.	21, 26
Dans les comtés de Labelle et de Wright—certaines dispositions y relatives..	14, 15

Enregistrements

Dans le canton Simpson—validation de certains —.....	585
Dans le comté d'Argenteuil—validation de certains—.....	584
Dans le comté de Bellechasse—validation de certains—.....	585
Dans le comté d'Yamaska —validation de certains—.....	589
Dans les comtés de Mégantic et de Lotbinière— validation de certains—.....	586

Érection

De municipalités scolaires, confirmation de certaines érections. 133

État civil

Congrégations autorisées à tenir les registres de l'— *Voir* Registres de l'état civil.

Étudiants

Droits acquis de certains clercs-arpenteurs, sauvegardés 366
 Loi amendant le Code du notariat relativement à certains — . . . 363
 Loi concernant l'admission au barreau de certains— 361, 362
 Loi relative à l'admission à la pratique de la médecine en certains cas 363-365

Exécutif

Application des lois par l'— dans le passé 27

Exposition

Vente des liqueurs enivrantes par la compagnie d'— de Québec. 85

Expositions

Garantie que peut donner le gouvernement sur certains emprunts relatifs aux— 47

Farnham

Vente des liqueurs enivrantes à— 73

Filles de Jésus

Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et la congrégation des— au sujet des écoles de réforme et d'industrie à la Pointe-aux-Esquimaux 267

Filles majeures

Droit de vote accordé aux—et aux veuves en matières municipales et scolaires 439

Fondation de Québec

Municipalités autorisées à contribuer au 300^e anniversaire de la— 441

	ART.	PAGE
Fonds consolidé d'emprunt municipal:--		
Base du règlement relatif à cet emprunt.....	1132	99
Base sur laquelle se fait la répartition des sommes à prélever.....	1140	101
Commissaire chargé d'examiner le montant du fonds et d'en faire la perception.....	1123	97
Sa nomination.....	1123	97
Ses devoirs.....	1125	97
Ses pouvoirs de faire des enquêtes et d'assigner des témoins.....	1125, 1126	97
Son salaire.....	1124	97
Conditions requises pour se prévaloir de la loi..	1133	99
Conseils municipaux endettés au fonds....	1127	97
Leurs devoirs.....	1127	97
Créances dues et exigibles annuellement.....	1137	100
Débentures municipales.....	1127	97
Ce qu'elles doivent constater.....	1127	97
Contenu des débentures.....	1127	97
Défauts de forme dans les débentures.....	1136	100
Fonds d'amortissement au sujet des débentures.....	1127	97
Intérêts sur les débentures.....	1127	97
Par qui elles sont signées, et à qui remises.....	1128, 1129	98
Perception de débentures non vendues....	1139	101
Recouvrement des sommes dues si les débentures ne sont pas remises.....	1133	99
Vente des débentures par le trésorier de la province.....	1138	101
Emprunts par comtés-unis sur le fonds.....	1134	100
Base de leur responsabilité.....	1134	100
Répartition à défaut de règlement entre eux.	1135	100
Interprétation.....	1142	101
Lois applicables....	1141	101
Municipalités endettées au fonds.....	1130	98
Leurs pouvoirs d'emprunter.....	1130	98
Perception du montant dû sur les débentures non vendues.....	1139	101
Règlement de l'emprunt municipal.....	1132	99
Base d'icelui.....	1132	99
Secrétaires-trésoriers municipaux.....	1131	99
Leurs devoirs.....	1131	99

	PAGE
Fonds	
Des écoles élémentaires—loi relative au règlement définitif du—	134
Fonds de commutation	
Dans les seigneuries de la couronne.....	568
Fraserville	
Bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata transféré à—	19
Free Methodist Church	
<i>Of the province of Quebec</i> —congrégation autorisée à tenir les registres de l'état civil.....	549
Gaspé	
Loi pour garantir à certains habitants du district de—la jouis- sance et la possession de leurs terres.....	110
Grande Synagogue	
De la société tamulduque—Voir Registres de l'état civil.	
Greek Orthodox Church	
<i>Evangelismos of Montreal</i> —congrégation <i>The</i> —autorisée à tenir les registres de l'état civil.....	557
Hautes études commerciales de Montréal	
Loi constituant en corporation l'école des—et lois qui l'amèn- dent.....	223-227
Hochelaga	
Annexion d'une partie de la municipalité scolaire d'—à la cité de Montréal, pour fins scolaires.....	581
Homesteads	
Lois relatives aux—.....	111, 115, 118
Hôpital	
Protestant pour les aliénés—lois concernant l'—.....	339-350
Horticulture	
Société d'agriculture et d'—de Montréal—dispositions y rela- tives.....	106, 107
Hospice St-Charles	
De Québec—validation du contrat passé entre le gouvernement et l'Asile du Bon Pasteur de Québec, pour l'entretien des enfants envoyés à l'—.....	250

Hospice Ste-Anne

De la Baie St-Paul, dans le comté de Charlevoix—contrat passé
entre le gouvernement et les petites-sœurs franciscaines de
Marie, relativement au maintien des aliénés à l'— ratifié. 351

Hospice St-Joseph de la Délivrance

Contrat passé entre le gouvernement et l'—relativement aux
écoles de réforme et d'industrie de Lévis..... 279

Hull

Incendie du bureau d'enregistrement à—..... 21, 26
Instruction publique dans la cité de—..... 199-202
Loi concernant le palais de justice de—..... 65
Vente de liqueurs enivrantes à—..... 77

Iles de la Madeleine

Loi relatives à la tenure des terres aux—..... 558-568

Impôt successoral

Validation de certains actes de transports d'immeubles sujets
à l'—..... 569-576

Incendie

De certaines archives des Cours de circuit et de magistrat, dans
le comté de Missisquoi..... 243
Du bureau d'enregistrement à Hull..... 21, 26
Du palais de justice à Hull..... 65

Ingénieurs civils

Disposition sauvegardant les privilèges de la société des—dans
une loi concernant les arpenteurs et les arpentages..... 366

Institut des petites sœurs franciscaines de Marie

Voir Hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul.

Institution royale pour l'avancement des sciences

Loi ratifiant un certain contrat entre le gouvernement et l'—
au sujet de l'école normale McGill..... 228

Instruction publique

A Côte Sainte-Antoine—*Voir* Instruction publique à West-
mount.
Allocation annuelle pour la fondation d'une chaire d'arpentage
à Québec..... 233
A Montréal..... 135, 139, 160
A Montréal, écoles protestantes..... 152, 155, 160

Instruction publique—Suite

A Montréal, taxes scolaires pour les protestants.....	152, 160
Annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hochelaga à la cité de Montréal.....	581
A Québec.....	135, 136, 138
A Sherbrooke.....	176-180
A Westmount.....	166-175
Confirmation d'érection de municipalités scolaires.....	133
Dans la cité de Hull—dispositions relatives à l'—.....	199-202
Dans l'ancien territoire de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal.....	182
Dans l'ancien territoire de la cité de Saint-Henri de Mont- réal.....	185, 186
Dans l'ancien territoire de la ville de Saint-Louis.....	188
Dans la ville de LaPrairie—dispositions relatives à l'—.....	202
Dans la ville de Magog—dispositions relatives à l'—.....	203
Dans la ville de Maisonneuve.....	181
Dans la ville de Waterloo—dispositions relatives à l'—.....	189
Dispositions concernant l'—dans la cité des Trois-Rivières.....	162-165
Dispositions spéciales à la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Michel Archange de Montréal.....	212
Droit de vote des filles majeures et des veuves.....	439
Loi amendant la loi relative aux écoles publiques à Québec et à Montréal.....	135-160
Loi amendant la loi relative au règlement de la question des biens des Jésuites.....	119
Loi ratifiant un certain contrat entre le gouvernement et l'Institution royale pour l'avancement des sciences, au sujet de l'école normale McGill.....	228
Loi relative au règlement définitif du fonds des écoles élémen- taires.....	134
Lois relatives à l'école des hautes études commerciales de Montréal.....	223-227
Lois relatives à l'école polytechnique.....	213-222
Lois relatives à l'école technique de Montréal.....	238-242
Lois relatives à l'école technique de Québec.....	233-238
Montréal—organisation d'une commission chargé de voir à la possibilité de créer une commission scolaire catholique pour la cité de Montréal et sa banlieue.....	150

International Advent Christian Conference

Congrégation autorisée à tenir les registres de l'état civil.....	545
---	-----

	PAGE
Inventaires en justice	
Validation de certaines clôtures des—.....	607
Jésuites	
Biens des—loi concernant le fonds de revenu et de placement d'éducation supérieure et amendant la loi 51-52 V., c. 13.	119
Juifs	
Anglais, allemands et polonais—corporation des—autorisée à tenir les registres de l'état civil	550
Congrégation Baïs Israël autorisée à tenir les registres de l'état civil.....	556
Congrégation Benai Jacob autorisée à tenir les registres de l'état civil.....	543
Congrégation <i>Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas</i> auto- risée à tenir les registres de l'état civil.....	552
Congrégation Beth Israël autorisée à tenir les registres de l'état civil.....	553
Congrégation Beth Judah autorisée à tenir les registres de l'état civil.....	555
Congrégation <i>Chevra Kudisha of Montreal</i> autorisée à tenir les registres de l'état civil.....	548
Congrégation des—espagnols et portugais Shearith Israël auto- risée à tenir les registres de l'état civil.....	544
Congrégation des—roumains Beth David autorisée à tenir les registres de l'état civil.....	547
<i>Congregation Temple Solomon of Montreal</i> autorisée à tenir les registres de l'état civil.....	554
Kingsey Falls	
Validation de certains registres de l'état civil dans la paroisse de St-Aimé de—.....	590
Labelle	
Loi concernant la division d'enregistrement du comté de—cer- taines dispositions y relatives.....	14, 15
Labrador	
Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et la congrégation des filles de Jésus au sujet des écoles de réforme et d'industrie pour les enfants de la côte nord du golfe Saint-Laurent.....	267
Validation de certains registres de l'état civil tenus par le mis- sionnaire catholique à Natashkouan, sur la côte du—....	591

	PAGE
Lachine	
Vente des liqueurs enivrantes à—.....	84
Lac Mégantic	
Lots détachés de certains comtés pour former le comté du— certaines dispositions y relatives.....	12
LaPrairie	
Instruction publique dans la ville de—.....	202
Légalisation	
Voir Validation.	
Lévis	
Contrat passé entre le gouvernement et l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, relativement aux écoles de réforme et d'industrie à —.....	279
Licences	
Voir Liqueurs enivrantes.	
Lieutenant-gouverneur	
Application des lois par le—dans le passé.....	27
Liqueurs enivrantes	
Vente des—à Drummondville.....	72
Vente des—à Farnham.....	73
Vente des—à Hull.....	77
Vente des—à Lachine... ..	84
Vente des—à Louiseville.....	83
Vente des—à Maisonneuve.....	75
Vente des —à Sainte-Anne de Bellevue.....	80
Vente des --à Saint-Jean.....	81
Vente des—à Salaberry de Valleyfield.....	76
Vente des—à Sorel.....	79
Vente des à Trois-Rivières.....	81
Vente des—à Victoriaville.....	82
Vente des —dans le village de Lennoxville.....	78
Vente des—par la compagnie d'exposition de Québec.....	85
Livres de renvoi	
Dans certaines parties du comté de Beauce—correction des plans officiels et des—.....	582

Loi des douze enfants	
Primes qui peuvent être payées comme conséquence de la—..	107
Lois de pêche	
Validation de certaines locations du domaine public en vertu de beaux de pêche et effet de l'abrogation des—antérieures au 25 février 1899.....	579
Longue-Pointe	
Asile de la— <i>Voir</i> Asile de la Longue-Pointe.	
Lotbinière	
Validation de certains enregistrements dans les comtés de Mégantic et de—.....	586
Louiseville	
Vente des liqueurs enivrantes à—.....	83
Magog	
Instruction publique dans la ville de—.....	203
Maison d'Israël	
<i>Voir</i> Beth Israël.	
Maisonneuve	
Instruction publique dans la ville de—.....	181
Vente de liqueurs enivrantes dans la ville de	75
McGill	
Loi relative à l'école normale—.....	228
Médecine	
Loi amendant la loi relative à l'admission à la pratique de la— en certains cas.....	363-365
Mégantic	
Validation de certains enregistrements dans les comtés de Lotbinière et de—.....	586
Missionnaires	
De la compagnie de Marie—loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les—relativement à l'école d'industrie de N.-D. de Montfort.....	273
Missisquoi	
Dispositions applicables aux archives incendiées de la Cour de circuit et de la Cour de magistrat dans le comté de—le 24 mai 1873.....	243

Monnoir

- Loi pour remédier à la perte de certains registres de l'état civil
dans la paroisse de Sainte-Marie de —..... 593

Montfort

- Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les
missionnaires de la compagnie de Marie relativement à
l'école d'industrie de —..... 273

Montréal

- Dispositions concernant le bureau des commissaires des écoles
protestantes à —..... 152, 155-160
Instruction publique à —..... 135, 139-160
Loi concernant la construction d'une nouvelle prison dans le
district de —..... 68, 69
Organisation d'une commission chargée de voir à la possibilité
de créer une commission scolaire catholique pour la cité
de — et sa banlieue..... 150
Société d'agriculture et d'horticulture de — dispositions y rela-
tives..... 106, 107
Taxes scolaires pour les écoles protestantes à —..... 155-160

Mort civile

- Abolition de la —..... 539

Municipalités

- Dispositions relatives aux — concernant le droit de vote des
filles majeures et des veuves..... 439
Dispositions relatives aux cours de recorder..... 441
Loi autorisant les — à contribuer à la célébration du trois cen-
tième anniversaire de la fondation de Québec..... 441
Prohibition des affiches indécentes dans les places publiques.. 440

Municipalités scolaires

- Confirmation d'érection de —..... 133

Natashkouan

- Validation de certains registres de l'état civil tenus par le mis-
sionnaire catholique à —..... 591

Nicolet

- Certaines dispositions relatives à la division du comté de —
pour les fins d'enregistrement..... 16

	PAGE
Notariat	
Loi amendant le Code du—relativement à certains étudiants..	363
Validation de certains actes faits par certains notaires.....	597, 598
Validation de certains testaments authentiques faits depuis la loi 44-45 V., c. 28.....	598
Notre-Dame de Montfort	
Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et les missionnaires de la Compagnie de Marie, relativement à l'école d'industrie de—.....	273
Octroi	
<i>Voir</i> Subvention.	
Officiers	
Et autres qui n'ont pas prêté le serment d'allégeance—valida- tion des actes faits par les—.....	569
Ontario	
Arbitrage des comptes entre le Canada, Québec et—.....	31
Organisation	
Des départements—interprétation de certains mots dans l'—..	29
Originaux	
De langue anglaise de certains statuts—loi concernant les—..	1
Ottawa	
Certaines dispositions relatives à l'enregistrement dans le comté d'—.....	14, 15
Palais de justice	
De Hull—loi concernant le—....	65
Pour le district de Saint-François—loi concernant la construc- tion d'un—.....	70
Paroisse de Saint-Michel Archange de Montréal	
Dispositions spéciales relatives à la municipalité scolaire de la—.....	212
Péage	
<i>Voir</i> Chemins à barrières.	
Pêche	
Effet de l'abrogation des lois de—antérieures au 25 février 1899.....	579
Validation de certaines locations du domaine public en vertu de baux de—.....	579

Pérodeau

Validation d'une certaine vente par l'hon. N.—au gouverne-
ment de la province de Québec..... 599

Petites sœurs franciscaines de Marie

Voir Hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul.

Places publiques

Loi prohibant les affiches indécentes dans les rues et les— ... 440

Plans officiels

De certaines parties du comté de Beauce—correction des—. . 582

Pointe-aux-Esquimaux

Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et la
congrégation des filles de Jésus au sujet des écoles de
réforme et d'industrie à la—..... 267

Pont de Québec

Loi concernant un octroi à la compagnie du—et les subsides à
des compagnies de chemin de fer..... 518

Pontiac

Certaines dispositions relatives à la division du comté de—
pour les fins municipales et d'enregistrement..... 18

Ponts de péage

Voir Chemins à barrières.

Prison

Pour le district de Montréal—loi concernant la construction
d'une nouvelle—..... 68, 69

Procédure civile

Voir Code de procédure civile.

Protection des colons

Dispositions concernant certains actes et transactions faits par
les colons.....111, 115, 118

Québec

Arbitrage des comptes entre le Canada, et les provinces d'Onta-
rio et de—..... 31

Certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles catholi-
ques romains de la cité de..... 136

Certains pouvoirs du bureau des commissaires protestants de la
cité de—..... 138

	PAGE
Québec—Suite	
Instruction publique à—.....	135, 136, 138
Loi amendant la loi concernant le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de—.....	135, 136
Loi concernant une subvention à la compagnie du pont de—.	518
Vente de liqueurs enivrantes par la compagnie d'exposition de—.....	85
Québec, Montréal, Ottawa et Occidental	
Loi dégrevant certains terrains vendus avec le chemin de fer du—.....	462
Québec	
Municipalités autorisées à contribuer au 300 ^e anniversaire de la fondation de—.....	441
Rachat	
De la dette publique.....	32, 36, 37, 40, 42, 44, 45
Raoul	
Certaines archives de la Cour de magistrat pour le district de Saguenay, détruites lors de la destruction du yacht—le 26 juillet 1907.....	243
Ratification	
<i>Voir</i> Validation.	
Réclamations	
De la province entre les compagnies de chemin de fer du Paci- fique Canadien et du chemin de fer du Nord.....	48
Recorder	
Loi concernant les cours de—.....	441
Refonte	
Du Code municipal—loi autorisant la revision, la modification et la.....	608
Refonte et modification	
Du Code de procédure civile—lois relatives à la.....	603, 605
Régistraire	
De la province—authenticité de certains registres chez le—ils peuvent être signés.....	30
Registre de l'état civil	
Tenu à l'Église de la Trinité à Québec—validation d'un cer- tain—.....	595

Registres de l'état civil

A Drummondville, tenus pour 1888, par le ministre de l'Eglise d'Angleterre.....	590
A Natashkouan, tenus par le missionnaire catholique—validation de certains—.....	591
Congrégation Baïs Israël autorisée à tenir des—.....	556
Congrégation <i>Beth Hamedrash Haggodol Chevre Shaas</i> (Grande synagogue de la société talmudique) autorisée à tenir les—.....	552
Congrégation Beth Israël autorisée à tenir les—.....	553
Congrégation Beth Judah autorisée à tenir les—.....	555
Congrégation <i>Chevre Kadisha of Montreal</i> autorisée à tenir des—.....	548
Congrégation des juifs anglais, allemands et polonais, autorisée à tenir les—.....	550
Congrégation des juifs roumains Beth David autorisée à tenir les—.....	547
Congrégation <i>International Advent Christian Conference</i> autorisée à tenir les—.....	545
Congrégation religieuse Benaï Jacob autorisée à tenir les— ..	543
Congrégation <i>Seventh Day Adventist Conference</i> autorisée à tenir les—.....	545
Congrégation Shearith Israël autorisée à tenir les—.....	544
Congrégation <i>Temple Solomon of Montreal</i> , autorisée à tenir les—	554
Congrégation <i>The Free Methodist Church of the Province of Quebec</i> autorisée à tenir les.—.....	549
Congrégation <i>The Greek Orthodox Church Evangelismos of Montreal</i> , autorisée à tenir les—.....	557
Dans la paroisse de Ste-Marie de Monnoir—loi pour remédier à la perte de certains—.....	593
Pour la paroisse de St-Jean l'Evangéliste de Thurso—loi pour remédier à la perte de certains—.....	592
<i>The Second Advent Church of the Province of Quebec</i> autorisée à tenir les—.....	542
Validation de certains - dans les paroisses de Ste-Clothilde de Horton, de St-Aimé de Kingsey Falls et de Ste-Anne du Sault, dans le district d'Arthabaska....	590

Registres

Qui peuvent être authentiqués dans le département du registraire.....	30
---	----

Richmond

Les comtés de—et de Wolfe restent soumis à l'acte d'Union... 9

Rive Sud

Dispositions relatives aux chemins à barrières sur
la—.....609, 612, 621, 624

Rues et places publiques

Loi prohibant les affiches indécentes dans les—..... 440

Saguenay

Dispositions applicables à certaines archives incendiées de la
Cour de magistrat dans et pour le district de—..... 243

Salaberry de Valleyfield

Dispositions relatives au chef-lieu du district de Beauharnois.. 10

Vente des liqueurs enivrantes à—..... 76

Séances

Des commissaires d'écoles catholiques et protestants à Mont-
réal—publicité des—..... 144

Second Advent Church

Of the province of Quebec, autorisée à tenir les registres de
l'état civil..... 542

Secrétaire

De la province—authenticité de certains registres chez le—par
qui certains documents peuvent être signés..... 30

Seigneuries

De la couronne—fonds de commutation en provenant..... 568

Senneville

Vente des liqueurs enivrantes dans le village de—..... 78

Serment d'allégeance

Validation des actes faits par les officiers et autres qui n'ont
pas prêté le—..... 569

Serments

D'allégeance et d'office prêtés sous le règne de feu la reine Vic-
toria—validation des actes accomplis par les personnes
qui ont prêté ces serments pendant l'intervalle entre la
mort de la reine Victoria et le 28 mars 1901..... 28

Seventh Day Adventist Conference

Congrégation autorisée à tenir des registres de l'état civil.... 545

Sherbrooke

Instruction publique à—.....176-180

Loi concernant la construction d'un palais de justice..... 70

Shearith Israel

Congrégation autorisée à tenir les registres de l'état civil..... 544

Simpson

Validation de certains enregistrements dans le canton—..... 585

Société canadienne

Des ingénieurs civils—dispositions sauvegardant les privilèges
de la — dans une loi concernant les arpenteurs et les arpen-
tages..... 366

Société

D'agriculture et d'horticulture de Montréal—dispositions y
relatives.....106, 107

Sociétés d'agriculture

Lois relatives à certaines anciennes—..... 105

Société talmudique

Voir Registres de l'état civil.

Sœurs de la Charité de Québec

Contrat passé entre le gouvernement et les—relativement aux
asiles de Beauport et de Saint-Ferdinand d'Halifax..... 308Loi passé entre le gouvernement, la *Standard Life Assurance*
Company, et les—285, 307

Sœurs de la Providence

Contrat passé entre le gouvernement et les—relativement à
l'asile de la Longue-Pointe.....320-339

Sœurs Franciscaines de Marie

Voir Hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul.

Sorel

Vente des liqueurs enivrantes à—..... 79

St-Aimé de Kingsey-Falls

Validation de certains registres de l'état civil dans la paroisse
de—..... 590

Ste-Anne de Bellevue

Vente des liqueurs enivrantes à—..... 80

	PAGE
Ste-Anne du Saulx	
Validation de certains registres de l'état civil dans la paroisse de—.....	590
Ste-Clothilde de Horton	
Validation de certains registres de l'état civil dans la paroisse de—.....	590
Ste-Cunégonde de Montréal	
Instruction publique dans l'ancien territoire de la cité de—..	182
Ste-Marie du Monnoir	
Loi pour remédier à la perte de certains registres de l'état civil, dans la paroisse de—.....	593
St-Ferdinand d'Halifax	
Asile de— Voir Asile de Saint-Ferdinand d'Halifax	
St-François	
Loi concernant la construction d'un palais de justice pour le district de—.....	70
St-Henri de Montréal	
Dispositions relatives à l'instruction publique dans l'ancien territoire de la cité de -	185, 186
St-Jean	
Vente de liqueurs enivrantes à—.....	81
St-Jean l'Evangéliste	
De Thurso—loi pour remédier à la perte de certains registres de l'état civil pour la paroisse de—.....	592
St-Joseph de la Délivrance	
Contrat passé entre le gouvernement et l'hospice—relativement aux écoles de réforme et d'industrie à Lévis.....	279
St-Louis	
Instruction publique dans l'ancien territoire de la ville de... ..	188
St-Michel Archange	
De Montréal—dispositions spéciales à la municipalité scolaire de la paroisse de—.....	212
St-Patrice de Beaurivage	
Validation de certains enregistrements dans les comtés de Mégantic et de Lotbinière en ce qui concerne les paroisses de Saint-Sylvestre et de—	586

St-Sylvestre

- Validation de certains enregistrements dans les comtés de
Mégantic et de Lotbinière en ce qui concerne les paroisses
de Saint-Patrice de Beaurivage et de—..... 586

Statuts

- Loi concernant les originaux de langue anglaise de certains— 1

Statuts refondus

- Loi concernant les—..... 2, 7

Subdivisions cadastrales

- Article 2175 du Code civil rendu applicable à certaines— ... 580

Subsides

- Aux chemins de fer—loi concernant le paiement d'un certain
subside accordé par la loi 49-50 V., c. 77..... 55
Voir Subventions.

Subvention

- A la compagnie du pont de Québec—loi concernant une—... 518
Aux chemins de fer—loi relative à la construction des che-
mins de fer subventionnés par le gouvernement 494

Subventions

- De certains chemins de fer—loi concernant les —.....464-538

Successions

- Effet de l'abrogation de certaines lois relatives aux droits sur
les—..... 103
Validation de certains actes de transport d'immeubles sujets à
l'impôt successoral.....569-576

Taxes

- Sur les corporations et compagnies commerciales—effet de
l'abrogation de certaines lois..... 102
Sur les successions—effet de l'abrogation de certaines lois rela-
tives aux—..... 103
Sur les transferts d'actions, etc—effet de l'abrogation de cer-
taines lois relatives aux— 103

Taxes scolaires

- A Montréal.....144-160

Témiscouata

- Bureau d'enregistrement du comté de—transféré à Fraserville 19

Temple Solomon

Of Montreal—congrégation autorisée à tenir les registres de l'état civil 554

Tenure

Des terres aux Iles de la Madeleine —lois relatives à la—. .558-568

Terres

Lois pour garantir à certains habitants de Gaspé la jouissance et la possession de leurs—. 110

Terres publiques

Enregistrement de certains transports concernant les—. 577

Primes qui peuvent être payées comme conséquence de la loi des douze enfants. 107

Validation de certains avis concernant les—. 577

Validation de certaines révocations de vente, etc., concernant les—. 577

Validation de certaines ventes antérieures au 25 avril 1908, concernant les—. 578

Testaments

Vérifications de certains—déclarées valides. 607

Testaments authentiques

Validation de certains—faits depuis la loi 44-45 V., c. 28. . . . 598

Thurso

Loi pour remédier à la perte de certains registres de l'état civil pour la paroisse de Saint-Jean l'Evangéliste de—. . . 592

Transferts

D'actions, etc.,—effet de l'abrogation de certaines lois relatives aux taxes sur les—. 103

Transports de terres publiques

Validation de certains—. 578

Transports d'immeubles

Validation de certains actes de—sujets à l'impôt successoral. 569-576

Trois centième

Anniversaire de la fondation de Québec—municipalités autorisées à contribuer au—. 441

Trois-Rivières

- Dispositions concernant l'instruction publique dans la cité
des— 162-165
- Garantie d'un certain emprunt de la cité des—par le gouver-
nement..... 54
- Vente des liqueurs enivrantes à— 81

Tutelle et curatelle

- Dans le comté de Chicoutimi—validation de certains actes de—
faits par le greffier de la Cour de circuit du comté..... 596

Université Laval

- Allocation au syndicat financier de l'—pour aider à la fonda-
tion d'une chaire d'arpentage..... 233

Valleyfield

- Vente des liqueurs enivrantes à Salaberry de—..... 76

Validation

- De certaines clôtures des inventaires en justice 607
- De certaines locations du domaine public en vertu de baux de
pêche 579
- De certaines révocations concernant les terres publiques..... 577
- De certaines ventes de meubles et d'immeubles faits par auto-
rité de justice dans la cité de Montréal..... 579
- De certaines ventes de terres publiques antérieures au 25
avril 1908..... 578
- De certaines vérifications de testaments..... 607
- De certains actes accomplis par des personnes qui ont prêté
serments d'allégeance et d'office pendant l'intervalle entre
la mort de feu la reine Victoria et le 28 mars 1901..... 28
- De certains actes de transports d'immeubles sujets à l'impôt
successoral..... 569-576
- De certains actes de tutelle et de curatelle faits par le greffier
de la Cour de circuit du comté de Chicoutimi..... 596
- De certains actes faits par certains notaires.. 597, 598
- De certains avis concernant les terres publiques..... 577
- De certains enregistrements dans le canton Simpson..... 585
- De certains enregistrements dans le comté d'Argenteuil..... 584
- De certains enregistrements dans le comté de Bellechasse.... 585
- De certains enregistrements dans le comté d'Yamaska..... 589
- De certains enregistrements dans les comtés de Mégantic et de
Lotbinière en ce qui concerne les paroisses de St-Sylvestre
et de St-Patrice de Beaurivage 586

Validation—Suite

De certains registres de l'état civil dans les paroisses de Ste-Clothilde de Horton, de St-Aimé de Kingsey Falls et de Ste-Anne du Sault.....	590
De certains registres de l'état civil tenus par le missionnaire catholique à Natashkouan, sur la côte du Labrador.....	591
De certains testaments authentiques faits depuis la loi 44-45 V., c. 28.....	598
De certains transports de terres publiques.....	578
Des actes faits par les officiers et autres qui n'ont pas prêté le serment d'allégeance....	569
Du contrat passé entre le gouvernement, la <i>Standard Life Assurance Company</i> et les Sœurs de la Charité de Québec..	285, 307
D'un certain arrêté en conseil au sujet de l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité scolaire d'Hoche- laga, pour les fins scolaires à la cité de Montréal.....	581
D'un certain registre de l'état civil tenu à l'Église de la Trinité à Québec.....	595
D'un contrat passé entre le gouvernement et la congrégation des Filles de Jésus relativement aux écoles de réforme et d'industrie à la Pointe-aux-Esquimaux.....	267
D'un contrat passé entre le gouvernement et l'asile du Bon Pasteur de Québec, pour l'entretien des enfants envoyés à l'hospice St-Charles.....	250
D'un contrat passé entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur de Montréal, au sujet de l'entretien des enfants envoyées à leurs écoles de réforme et d'industrie.....	257
D'un contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St-Vincent de Paul de Montréal, au sujet de l'école de réforme.....	245
D'un contrat passé entre le gouvernement et les Missionnaires de la compagnie de Marie, relativement à l'école d'industrie de Notre-Dame de Montfort.....	273
D'un contrat passé entre le gouvernement et les petites sœurs franciscaines de Marie, relativement au maintien des aliénés à l'hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul, dans le comté de Charlevoix.....	351
D'un contrat passé entre le gouvernement et les Sœurs de la Charité de Québec, relativement aux asiles de Beauport et de St-Ferdinand d'Halifax.....	308

Validation—Suite

- D'un contrat passé entre le gouvernement et les Sœurs de la Providence, relativement à l'asile de la Longue-Pointe. 320-339
- D'un contrat passé entre le gouvernement et l'hospice St-Joseph de la Délivrance, relativement aux écoles de réforme et d'industrie à Lévis..... 279
- D'un contrat passé entre le gouvernement et *The Boys' Farm and Training School*..... 261
- D'une certaine vente par l'honorable N. Pérodeau au gouvernement de la province 599

Vente

- Au gouvernement de la province de Québec par l'honorable N. Pérodeau—validée..... 599

Ventes de meubles et d'immeubles

- Validation de certaines—faites par autorité de justice, dans la cité de Montréal 579

Verchères

- Juridiction de la Cour supérieure dans les comtés de Berthier et de—causes pendantes..... 11

Verdun

- Lois concernant l'asile de—..... 339-350

Vérifications

- De certains testaments—déclarées valides..... 607

Veuves

- Droit de vote accordé aux filles majeures et aux—en matières municipales et scolaires 439

Victoriaville

- Vente des liqueurs enivrantes à—..... 82

Votation

- Droit de vote accordé aux filles majeures et aux veuves en matières municipales et scolaires..... 439

Waterloo

- Instruction publique dans la ville de—..... 189

Westmount

- Instruction publique à—..... 166-175

	PAGE
Wolfe	
Les comtés de Richmond et —restent soumis à l'acte d'Union.	9
Wright	
Dispositions relatives à l'enregistrement dans le comté de—	14, 15
Incendie du bureau d'enregistrement à Hull....	21, 26
Yacht Raoul	
Certaines archives de la Cour de magistrat pour le district de Saguenay, détruites lors de la destruction du—le 26 juil- let 1907.....	243
Yamaska.	
Validation de certains enregistrements dans le comté d'—...	589
